

INpreCOR

Numéro 347 du 28 février au 12 mars 1992 ♦ 20 FF 5 FS 100 FB

AFRIQUE DU SUD : SABLES MOUVANTS

● Yougoslavie

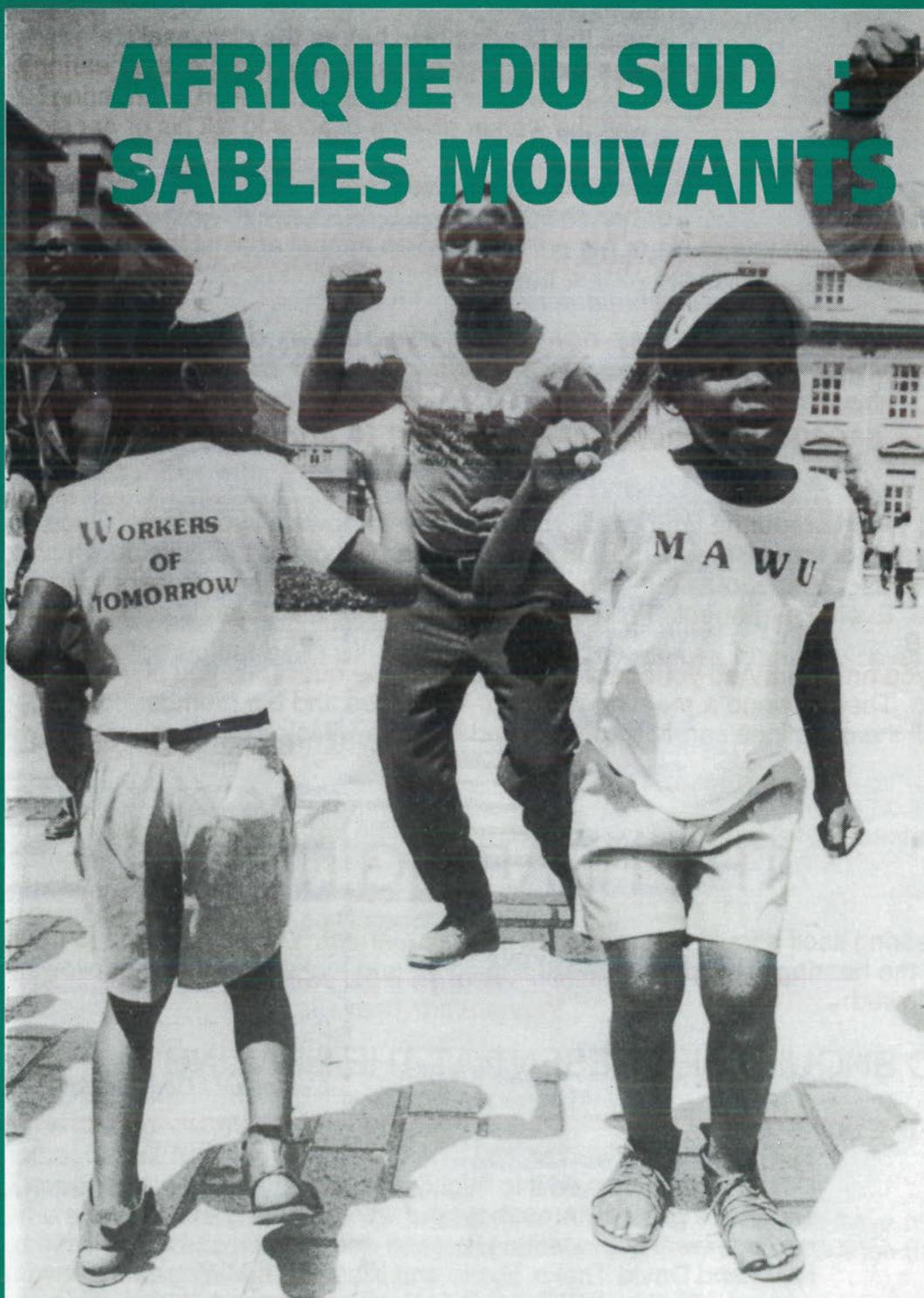
Syndicats
et guerre

● Mexique
Contre-réforme
agraire

● Brésil

● Argentine

● Uruguay



**SOMMAIRE DU NUMERO 347
DU 28 FEVRIER AU 12 MARS 1992**

3
AFRIQUE DU SUD
Sables mouvants
Peter BLUMER

8
CEI
Le drame du Karabagh
Vicken CHETERIAN

9
YUGOSLAVIE
Les syndicats dans la tourmente
Catherine SAMARY

12
HONGRIE
Le malaise hongrois
Lazlo ANDOR

14
MEXIQUE
La contre-r forme agraire
Sergio RODRIGUEZ

17
URUGUAY
La spirale du d clin
Interview d Ernesto HERRERA

20
ARGENTINE
Le vote des sans espoir
Eduardo LUCITA

22
BRESIL
Le PT, le socialisme et la r volution
Jose CORREIA

24
KURDISTAN
Les oubli s de la guerre
TEMOIGNAGE

26
ALLEMAGNE
La grande gr ve n a pas eu lieu
Manuel KELLNER

27
Nouvelles du monde
SUEDE - TCHECOSLOVAQUIE - TUNISIE

28
SYRIE
La bonne dictature continue s vir
Salah JABER

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.

Bientôt le 8 mars...

Le prochain numéro d'*Inprecor* comportera un important dossier consacré aux luttes des femmes dans différents pays. Nous reviendrons, bien sûr, sur le jugement que vient de rendre la Cour suprême irlandaise à propos d'une mineure qui s'était vue refuser, dans un premier temps, la possibilité d'aller pratiquer un avortement en Grande-Bretagne.



Nous vous rappelons que la collection reliée de tous les numéros de 1991 est désormais disponible, au prix de 150 ff ; ainsi que le numéro "spécial économie".

La rédaction

INpreCOR

Correspondance de presse internationale

Revue bimensuelle
d'information et d'analyse
publiée sous la responsabilité
du Secrétariat unifié
de la IVe Internationale.

Éditée par PEC (Presse-Édition-
Communication) Administration :
2 rue Richard-Lenoir,
93108 Montreuil, France
Tél. : 48 59 00 80

Directeur de publication :
Christian Lamotte
Commission paritaire
n° 59117, ISSN 1 0294 - 8516
Imprimé par Rotographie

Diffusé dans les librairies par
Diffusion Populaire
14 rue de Nanteuil, 75015 PARIS
Tél. : 45 32 06 23

ABONNEMENT (22 numéros par an)

France - DOM-TOM - Europe
170 FF pour six mois. 330 FF pour un an.

Afrique du Nord - Moyen-Orient
180 FF pour six mois. 350 FF pour un an.

Afrique - Amériques - Asie
210 FF pour six mois. 420 FF pour un an.

Pli fermé
France - Europe : 230 FF pour six mois.
460 FF pour un an.

Autres continents : nous écrire.
Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de "PEC", à adresser à Inprecor, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil, France. Virements bancaires à "PEC", BNP, agence Robespierre, 153 rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte n° 230179/90. Virements postaux à "PEC", compte-chèque postal n° 2.322.42 T Paris.



Abonnement **Réabonnement**
Moins de 25 ans et chômeurs (120 FF, 6 mois)

Nom - Prénom :

Rue :

Commune / Code postal :

Ville :

Pays :

Sables mouvants

Diana Tilden-Davis est heureuse. Sa photo fait la une de la presse sud-africaine du 30 décembre 1991. Elle a décroché le titre de seconde princesse au concours de Miss monde.

Imagine-t-on l'information plus importante pour le public sud-africain en cette fin d'année 1991 ? Les patrons de presse, du moins, ne l'ont pas pensé puisqu'ils ont fait de l'aventure de miss Tilden-Davis l'événement du jour !

Dans un pays qui connaît actuellement le plus grand tournant politique de son histoire, et où se négocient en coulisses une mutation politique et institutionnelle décisive, on serait plutôt enclin à plaisanter sur la futilité traditionnelle de la presse sud-africaine (1).

Peter BLUMER



MAIS penser que cette élection est un événement futile reviendrait, cette fois-ci, à prendre le risque de faire un petit contre-sens. Car miss Tilden-Davis monte sur le podium après quatorze ans d'absence

du drapeau sud-africain de cette compétition imbécile. Retour-symbole de l'Afrique du Sud dans le "monde de la beauté" ! Tout comme le retour de l'équipe nationale dans la coupe du monde de cricket ; tout comme la décision d'organiser la future coupe du monde de rugby en Afrique du Sud ; tout comme la prochaine réouverture de son grand prix automobile de Formule 1, etc. Autant de signes d'un message clair : le pays est à nouveau fréquentable et respectable. Le retour à "la normale" doit d'abord s'exprimer par les symboles les plus médiatiques.

On aurait tort de sous-estimer les effets de cette propagande, y compris parmi certaines couches de la population noire. Les changements constitutionnels, mais aussi les ouvertures sociales qui vont se réaliser dans un avenir très proche, favoriseront certaines catégories sociales noires — professions libérales, petits patrons, notabilités diverses, etc. Un nouveau mythe national, consensuel, est donc en voie d'édification. Miss Tilden-Davis en fait partie, tout comme la nouvelle équipe de cricket "multiraciale".

Le drapeau sud-africain va sans doute être modifié, et pourquoi pas l'hymne national.

Ces événements ne touchent-ils que les couches les plus favorisées de la population noire ? Sans doute pas. Car, au-delà des symboles, c'est évidemment toute la vie politique qui a changé. La répression systématique et massive a cessé, et ce sont souvent les habitants des Townships qui souhaitent l'intervention de la police pour que cessent des affrontements locaux. Le Congrès national africain (ANC) a largement accès aux divers médias et semble s'adresser sur un pied d'égalité aux gens du pouvoir. « *La vie peut changer ; la vie va changer* » : voilà maintenant un sentiment plutôt répandu.

Négociations sur le futur

C'est aussi le message que voulait faire passer l'ouverture solennelle du Congrès pour une Afrique du Sud démocratique (Convention for a Democratic South Africa, CODESA).

Cette conférence s'est tenue les 19 et 20 décembre 1991 à Johannesburg. Elle a rassemblé dix-huit délégations parmi lesquelles celle du Parti national au pouvoir, les libéraux du Parti démocratique, l'ANC, diverses organisations représentatives de leur "races" selon la politique d'apartheid, le Labour Party "métis" et les chefs de Ban-



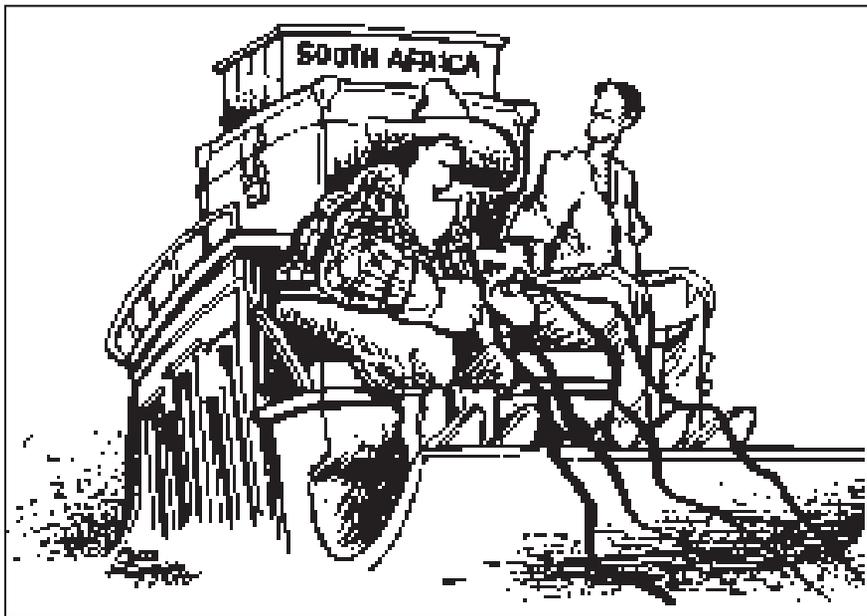
Dans les rues de Johannesburg : « On meurt de faim à la campagne. »

toustans. L'extrême droite a refusé d'y participer, notamment le Parti conservateur. Parmi les forces de libération, le Congrès pan-africain (PAC) et l'Organisation du peuple d'Azanie (Azapo), entre autres, ont décliné l'invitation.

Au terme de ces travaux, cinq groupes de travail ont été mis en place ; chacun devant traiter un aspect particulier de la transition et aboutir à une proposition consensuelle — l'un est chargé du projet constitutionnel proprement dit.

La CODESA représente donc une étape importante. Elle confirme que les négociations se font de manière multilatérale, même si le face-à-face entre l'ANC et le gouvernement garde une grande importance. Le parti zoulou, Inkhata, y a participé tout en menant une petite bataille spectaculaire pour la présence du roi des Zoulous, afin de bien faire sentir la spécificité "nationale" de cette organisation. Face à un premier refus, notamment de la part des chefs d'autres bantous-

1) Voir *Inprecor* n° 329, 331, 335, et 340 des 26 avril, 24 mai, 19 juillet et 8 novembre 1991.



« D'accord, tu peux t'asseoir ici... Mais surtout ne touche pas aux rênes ! »

tans, le chef d'Inkhata, Buthelezy, a fait le choix de ne pas se rendre personnellement à la conférence « pour rester auprès de mon roi » a-t-il déclaré (2). Le ton était ainsi donné. Les "races", les Homelands, les partis de l'apartheid étaient tous invités, sur un plan d'égalité avec l'ANC, pour négocier la fin du vieux système. Le mouvement de libération ne peut donc plus prétendre représenter tous les opprimés. Le régime a réussi, au-delà de toute espérance, à fragmenter leur représentation en faisant accepter *de facto* la représentativité des notabilités du "développement séparé des races". Ce serait une banalité de rappeler que nombre de ces négociateurs ne sont pas prêts à scier la branche sur laquelle ils sont assis. Ils obtiendront une place dans les institutions "post-apartheid" en y transférant une partie du passé, de ses préjugés, et de ses divisions. Tel est l'objectif.

Mettre l'ANC à genoux

Le jour de l'inauguration de la Conférence, le président De Klerk a fait un discours suprenant, attaquant l'ANC sur la question de son aile armée, Um Khouto We Sizwe (MK — La lance de la nation). La réponse de Nelson Mandela a été tout aussi brutale, allant directement à l'encontre de la personne du président de la République. Le lendemain, cependant, tout était rentré dans l'ordre : poignées de mains et nouvelles déclarations sur le consensus virtuel. Alors pourquoi ces accrochages ?

Il est probable que les deux camps ont besoin de cela face à leur propre base. Mais cela relève surtout d'un acharnement du pouvoir à amener l'ANC à genoux vers la table de négociations. Les jeunes des townships sont toujours dans l'attente d'une

apparition de la MK, de ces militaires de l'ANC qui appartiennent à la légende. Une partie de ceux-ci constituent d'ailleurs une frange radicale qui pèse dans certains débats. Alors qu'il est devenu évident que la MK a été définitivement mise au rebus par la direction de l'ANC, le pouvoir fait mine d'y attacher toujours de l'importance, et ce pour bien insister sur la mutation nécessaire du Congrès national africain d'un mouvement de libération à un parti comme les autres ; d'une force militante, populaire, à un appareil de notables ! Est-ce un hasard si, dans les jours qui ont suivi cette passe d'armes, on annonçait un probable accord entre le gouvernement et Inkhata sur le port d'armes traditionnelles dans les manifestations de ce dernier ? Ou bien lorsque l'on découvre soudain que le parti nazi, AWB, a un camp d'entraînement militaire. Incroyable "découverte", en effet, dans un pays muni d'un tel système policier d'investigation. Ainsi les cadres militaires de l'ANC et la pègre fasciste sont-ils malicieusement renvoyés dos à dos par la providentielle simultanéité des informations de presse.

La CODESA devrait aboutir à un accord politique d'ici quelques mois.

Une commission appointée par le pouvoir a déjà proposé, à titre consultatif, un système de deux chambres. La première serait élue à la proportionnelle. La seconde, représentant neuf grandes régions (ce qui implique la disparition des Bantoustans et leur intégration aux régions) permettrait, en réalité, une sur-représentation des régions rurales "blanches" et des "communautés locales". Les possibilités de blocage par des minorités raciales et le maintien des fragmentations ethniques seraient ainsi plus ou moins préservées. Selon la commission, le

régionalisme basé sur les divisions ethniques pourrait ainsi être remplacé par un régionalisme basé sur des spécificités socio-économiques (3) !

Reste le problème de la "transition". Pour le moment, l'ANC et le gouvernement ont fait des propositions assez différentes. Pour le premier, il s'agit de mettre sur pied un gouvernement intérimaire pour une durée d'environ dix-huit mois et de préparer la convocation d'une Assemblée constituante qui discuterait et approuverait alors un projet de Constitution plus ou moins préparé par CODESA.

Tentative de cooptation

Le régime de son côté ne veut pas, dit-il, la moindre vacance constitutionnelle. Par conséquent, les institutions actuelles, tout en pouvant être partiellement amendées, devraient rester en vigueur jusqu'à ce qu'un nouveau texte soit finalement approuvé par référendum. Le pouvoir refuse ainsi toute idée d'Assemblée constituante, qui, selon lui impliquerait, au moins pendant ses travaux, un vide constitutionnel. En fait, ce que cherche de Klerk c'est la cooptation de la direction de l'ANC avant tout appel au suffrage universel pour lui faire ainsi assumer, sans trop de pressions extérieures, les compromis prévus.

Finalement, et alors que les travaux de CODESA sont en cours, de Klerk vient de franchir un pas supplémentaire dans son offensive politique concernant cette transition. Le 24 janvier 1992, à l'ouverture de la session parlementaire, il a en effet annoncé que la population noire (4) pourrait se prononcer par référendum sur la mise en place d'un "gouvernement transitoire".

En attendant, de Klerk pourrait aussi envisager la mise sur pied d'un Parlement "intérimaire", constitué d'une Chambre haute qui serait le résultat de la fusion des trois chambres actuelles (blanche, métisse, indienne) et d'une Chambre basse élue au suffrage universel, avec, pour la première fois, le vote des "Africains" (5). Sans doute

2) Selon le *Weekly Mail* du 3 janvier 1992, la délégation d'Inkhata à CODESA était conseillée par un certain Albert Blaustein "de l'université de Rutgers", présenté aussi comme un conseiller de Boris Elstine et expert en conflits ethniques comme celui de la Yougoslavie — le représentant du "gouvernement" du bantoustan Buphutatswana était un Blanc, ancien Rhodésien, recyclé en Afrique du Sud !

3) *Business Day*, 23 décembre 1991, Johannesburg.

4) Il s'agit là des "Africains" qui n'ont pas, jusqu'à présent, de droit de vote aux élections nationales. Le 22 février 1992, de Klerk a annoncé la tenue d'un autre référendum le 17 mars, exclusivement destiné aux Blancs, qui devront se prononcer sur la poursuite ou non des réformes constitutionnelles.

5) En 1984, la réforme constitutionnelle avait créé deux chambres représentant le suffrage séparé des "Métis" et des "Indiens". Les Africains se voyaient toujours refuser ce droit. Cette ségrégation du suffrage universel et l'exclusion de la majorité noire avaient provoqué une très forte mobilisation dans toutes les communautés opprimées en faveur du boycott qui avait été massif.

6) *Cape Times*, 31 décembre 1991.

dans l'hypothèse où l'ANC obtiendrait une majorité dans cette seconde chambre, il pourrait être proposé que les deux chambres aient un droit de veto réciproque ! Enfin, ce schéma serait soumis à un référendum, avec décompte des voix par communauté. Les experts en droit constitutionnel ne manquent pas d'imagination !

Le gouvernement transitoire ainsi envisagé permettrait donc de coopter l'ANC, mais aussi d'autres "représentants" des populations écartées jusqu'à présent de toute citoyenneté. On pense donc à l'entrée possible dans ce gouvernement de gens comme Gatsha Buthelezi d'Inkatha (Kwazulu), de Lucas Mangope du Bophuthatswana ou du général Holomisa du Transkei. Cette possible cooptation de l'ANC au sein d'un aéropage de dirigeants de banstoustans constituerait un tournant considérable dans la lutte de libération et dans la nature de l'ANC.

Qui décide dans l'ANC ?

Une négociation constitutionnelle est un enjeu périlleux pour toute force de libération. Elle l'est d'autant plus lorsqu'on a renoncé à faire intervenir la pression sociale du mouvement de masse sur les événements. Tout au long de ces derniers mois, la direction de l'ANC a arrêté de féconder les luttes et de les organiser. Elle a même renoncé, semble-t-il, à être lui-même un mouvement militant et structuré. Qui a donné mandat à Nelson Mandela pour renvoyer dos à dos, dans son message de nouvel an, l'extrême droite et l'extrême gauche qui ne participent pas à la Conférence ? Quelle instance lui a permis d'affirmer, à l'encontre de toutes les déclarations de son mouvement durant ces dernières années, qu'il ne voyait pas d'inconvénient à ce que les Blancs, en tant que tels, disposent, pour un temps, d'un bloc de sièges parlementaires (6) ? Est-ce là la nouvelle doctrine des directions de l'ANC, du Parti communiste sud-africain (SACP) et de la fédération syndicale, le Congrès des syndicats sud-africains (COSATU), qui ont constitué, ensemble, une "alliance stratégique", supposée discuter démocratiquement, de la base au sommet, de toutes les négociations ?

Il ne fait pas de doute que le groupe dirigeant s'est totalement autonomisé et poursuit un objectif ignoré de ses membres. Or, tous ces glissements sont, à chaque fois, de véritables douches froides pour ces milliers de militants à qui l'on a répété pendant des mois que se négociait, en réalité, le "transfert du pouvoir" !

La crise de l'ANC est devenue très préoccupante pour l'avenir même du mouvement de masse. Des formes de décomposition sont d'ailleurs maintenant clairement

apparues. L'incident, survenu dans la région de Port Elisabeth, lorsque des membres de l'aile armée, MK, non-payés depuis des mois, ont saccagé le local de l'ANC en dénôçant sa bureaucratie, en est un exemple.

Crise à la base et au sommet

A l'opposé, les cas de cooptation, de bureaucratisation et de renoncement sont légion. Curieuse alliance par exemple que celle réalisée entre la Ligue des femmes de l'ANC (ANC Women's League) et la structure féminine du Parti national, pour débattre de la place des femmes dans la société "post-apartheid" ; "alliance" dans laquelle on trouve, par exemple, des femmes comme l'éditrice locale de la revue *Cosmopolitan*.

L'idéologie du développement post-apartheid, de la "reconstruction nationale", est d'ailleurs devenue l'excuse pour toutes sortes de compromissions. On ne compte plus les cadres de l'ANC qui se sont trouvés propulsés ces derniers mois dans des structures universitaires de recherche sur la nouvelle Afrique du Sud ou dans des lobbies supposés "réfléchir" à l'avenir. Un exemple parmi d'autres, celui de Trevor Manuel, membre du comité central de l'ANC, participant dans son mouvement à l'élaboration sur le futur en matière socio-économique... et travaillant simultanément à une recherche similaire pour la multinationale Mobil Oil !

L'Independent Development Trust (IDT) que contrôle l'ANC et son pactole de 5 milliards de rands permettent au mouvement d'envisager des projets de développement social en partenariat avec des banques et des fonds de retraites (7). Au-delà du doute qu'il est permis d'avoir sur la transformation sociale que de tels projets permettraient, c'est bien du développement d'une nouvelle bureaucratie qu'il est maintenant question dans les sphères du pouvoir et de la classe dirigeante.

L'argent coule à flots ; il provient de certaines entreprises, d'institutions internationales et des Etats. On a maintenant dépassé le simple stade de l'opportunité tactique pour atteindre les rivages de la compromission. Que pense, par exemple, le mouvement anti-apartheid néerlandais qui a mené pendant des années une campagne de boycott de Shell avec la bénédiction de l'ANC et qui a brutalement appris que la multinationale offrait à ce dernier, pour local national, son building de Johannesburg ? Peut-on penser qu'il s'agit là d'un geste inconsidéré et sans contrepartie ?

Enfin, la direction du mouvement a été récemment affectée par des affaires d'infiltrations policières fort peu claires et de toute manière inquiétantes.

Il y a eu, par exemple, une rumeur sur le

La r demption et le pardon

La conférence du Congrès pour une Afrique du Sud démocratique (CODE-SA) a été l'occasion d'entendre de belles paroles qui visent, sans doute, à effacer les centaines de milliers de victimes de l'apartheid — de ce qui a été et reste un crime contre l'humanité.

Ainsi, le leader du parti au pouvoir, Dawie de Villiers, a déclaré que la politique de séparation des races avait pour but d'apporter la paix à la nation : « *Cela n'apporterait pas la paix prévue, mais augmenterait le conflit et l'injustice. L'intention n'était pas de priver les autres gens de leurs droits et de contribuer à leur misère (...). Mais dans la mesure où tel a été le cas, nous le regrettons profondément* » (*The Citizen*, 21 décembre 1991).

C'est peut-être en écho à cette monstrueuse hypocrisie que le vice-président de la Conférence, Justice Ismail Mahomed, s'est cru obligé de dire, concernant l'apartheid, en clôturant la réunion : « *Nous en sortons renforcés parce que certaines expériences doivent être vécues de façon intense* » (*The Weekly Mail*, 3 janvier 1992). L'apartheid comme "intensive" thérapie de groupe pour la construction d'une nouvelle nation... Honteux ! ★

P. B.

retournement par la police du principal dirigeant de la jeunesse, Peter Mokaba, puis l'exclusion d'un des principaux dirigeants du COSATU et du syndicat de la métallurgie Maxwell Xzulu, accusé d'être un agent depuis plusieurs années.

La guerre des taxis

Si tout est à négocier au sommet, la situation est tout autre au cœur des townships et des bantoustans. La débâcle sociale n'étant pas suspendue pour cause de pourparlers, on assiste à un approfondissement de la crise de représentation politique et à une dangereuse fragmentation des communautés. Ainsi, dans la région du Cap, et notamment dans le township de Crossroads, une véritable guerre civile a opposé deux compagnies de taxis, dont les propriétaires noirs se disputaient les parcours les plus rentables (8). La municipalité centrale du Cap a envenimé le conflit en favorisant l'une d'entre elles. Divers clans se sont opposés et certaines sources

7) *Business Day*, 22 décembre 1991.

8) Si les propriétaires sont noirs, cela n'exclut pas, dans certains cas, des prête-noms au profit d'entrepreneurs blancs, que cette couverture permet d'intervenir sur le marché des townships noirs.

9) Sur les débats et la crise provoqués par le putsch d'août

affirment que des gens de l'ANC se sont retrouvés de part et d'autre. Le comité de paix constitué par toutes les forces progressistes a été paralysé par le sectarisme. Finalement, le premier bilan est lourd et ne fait que rendre encore plus opaques aux yeux de la population noire les vrais défis du moment. De nombreuses personnes ont été tuées dans les fusillades. Les bandes et gangs se multiplient d'autant qu'il est devenu aisé de se procurer un AK47 pour quelques dizaines de rands, notamment à cause de la crise qui atteint les rangs inférieurs de la MK.

Dans certains bantoustans, la situation n'est guère meilleure, à commencer évidemment par les affrontements quasi-permanents au Kwazulu. Au Ciskei, maintenant, les heurts se sont multipliés entre partisans de l'ANC et ceux que le pouvoir local manipule. Demain, le semi-démantèlement des bantoustans va libérer de nouvelles migrations. Celles-ci vont exercer des pressions accrues sur le marché de l'emploi, sur l'habitat urbain, ou encore sur le système éducatif. Cette transition chaotique risque alors d'exacerber les concurrences et les préjugés ethniques, affaiblissant encore un peu plus les solidarités entre opprimés, difficilement accumulées au cours des dix dernières années.

Licenciements et inflation

Le paradoxe c'est qu'au moment même où, à CODESA, on prétend procéder à la construction d'une nouvelle Afrique du Sud, la crise économique ne ralentit pas et aggrave la situation sociale de millions de Noirs. Selon le *Business Day* du 20 décembre 1991, l'inflation des prix des produits alimentaires aurait atteint des records sans précédent pour l'année écoulée : 43,4 % pour les fruits, 38,1 % pour la viande et 33,9 % pour les légumes. Cette hausse des prix est notamment due à l'introduction récente de la taxe sur la valeur ajoutée pour cette catégorie de marchandises. Au total, entre novembre 1990 et novembre 1991, le prix de l'ensemble des denrées alimentaires aurait augmenté de 26,9 % (pour une inflation globale, officielle, de 11,5 %).

La récession économique se poursuit ; le prix de l'or, une des principales exportations du pays, continue de fluctuer dans une fourchette très basse. Le chômage et les licenciements augmentent. Selon *New Nation* du 20 décembre 1991, 39 000 emplois ont été perdus dans le secteur

minier pour les seuls mois de juillet et août 1991. En août encore, le secteur de la construction aurait supprimé 4 300 emplois. Et, selon les Services de statistiques, le chômage recensé (c'est-à-dire hautement sous-évalué) aurait augmenté de 47 000 unités entre juin et août 1991. En six mois, l'emploi général aurait baissé de 2,1 % dans l'industrie manufacturière, de 6 % dans la construction, de 3 % dans le commerce et de 5 % dans les transports. Les patrons de la métallurgie annoncent 35 000 suppressions de postes.

Mais ce qui est le plus significatif, en regard des beaux discours faits à CODESA, c'est qu'il y a pour les travailleurs noirs un début d'inversion de la tendance enregistrée ces dernières années d'un certain rattrapage de leurs revenus sur celui de leurs homologues blancs. En effet, la différence des salaires moyens dans l'industrie manufacturière entre les deux "races" est passée de 2 432 à 2 717 rands. Les chiffres officiels montrent aussi que les ouvriers noirs ont dû

cadre institutionnel d'abord ! Mais tout indique que les négociateurs donnent d'ores et déjà forme aux structures socio-économiques futures du pays. Si on ne parle pas explicitement du social, on en fait tout de même en planifiant un "contrat social" entre syndicats et patrons ou en proposant de remettre aux grands trusts nationaux et internationaux le soin d'"enrichir le pays". La propagande de l'ANC sur la redistribution des richesses ne s'accompagne d'aucune indication sur ses rythmes et guère plus sur les moyens à mettre en œuvre. Or, tout le montage constitutionnel qui sortira des négociations va donner forme, sur le long terme, à la gestion politique et sociale du pays. Tous les compromis sur le terrain des institutions seront des compromis sociaux.

Y a-t-il une alternative ?

La principale caractéristique de la phase actuelle est que l'Etat sud-africain n'est rien affaibli. Il est intact, notamment en ce qui concerne ses structures administratives, son intervention dans le champ économique et ses forces de répression. Nous ne sommes pas dans la situation du Zimbabwe en 1980. Le parti dirigeant n'abandonne pas le pouvoir comme avait dû le faire Ian Smith dans l'ancienne Rhodésie. Le Parti national, lui, y reste et se contente de coopter les autres ! Il s'agit encore moins du cas namibien où, bien que ce soit sur la base d'un compromis honteux, le mouvement de libération a finalement pris en main les rênes du gouvernement.

En Afrique du Sud, c'est bien vers un gouvernement de coalition que l'on s'achemine. Et les anciens libérateurs risquent de se retrouver à gérer une société où la discrimination sociale et raciale ne sera pas substantiellement entamée — à moins de confondre quelques dizaines de milliers de Noirs privilégiés et la grande masse des opprimés et des déshérités.

Une autre issue est-elle encore possible ? La simple tentation du pronostic séparerait subjectivement les optimistes et les pessimistes. Il est donc préférable, à cette étape, de signaler seulement quels pourraient être les éventuels protagonistes d'un tournant brusque.

Malgré la crise de leurs directions et les reculs de l'organisation à la base, la combativité des masses n'a pas été grandement atteinte, comme l'a d'ailleurs montré la grande grève contre le projet de TVA. Nous sommes certes loin des disponibilités militantes des années 1984-1987, mais un important potentiel de lutte subsiste. Sur cette base, il faut tout d'abord s'interroger



Le président de Klerk

accepter des réductions plus fortes de leurs salaires réels : 3,8 % de moins pour les Blancs au second trimestre 1991, contre 6,3 % de moins pour les Noirs.

Cela n'empêche pas les délégués de CODESA de proclamer la fin de l'apartheid. Il est pourtant significatif que la participation aux négociations de la grande fédération syndicale, COSATU, membre d'une Alliance stratégique avec l'ANC et le Parti communiste, ait été refusée.

Ainsi, l'aspect social est délibérément mis à l'écart des discussions actuelles. Le

sur ce que pourrait être la crise à venir de l'ANC et surtout du Parti communiste. En effet, au moment-même où s'amorçait voici deux ans, le processus des négociations, le PC, légalisé, a élargi considérablement son influence. Une partie de ses cadres intermédiaires ont cru aux professions de foi de sa direction sur la prétendue première étape de la "révolution démocratique". L'enfermement du PC dans l'appareil de l'ANC et son absence de politique indépendante ne font maintenant qu'augmenter le nombre des déçus. La crise internationale du stalinisme a profondément divisé sa direction et son appareil (9). L'éclatement n'est plus maintenant qu'une question de mois, une partie cherchant tout bonnement à s'intégrer définitivement au projet Mandela et à abandonner la spécificité communiste.

Toute possibilité, même modeste ou locale, d'une résistance interne pourrait alors constituer une première ligne de défense potentielle contre les compromissions de la bureaucratie dirigeante.

Et la gauche socialiste ?

Il y a ensuite tout le problème de la gauche socialiste. Mais tout d'abord à quoi fait-on référence ? Si l'on entend par là des groupes politiques constitués, menant consciemment un combat pour la rupture avec le système actuel, la seule organisation, indépendante, réellement existante et répondant à cette définition est la Workers Organisation of Socialist Action (WOSA). Il s'agit un mouvement politique encore modeste qui ne peut faire jeu égal avec les grandes forces comme l'ANC, le SAPC ou le PAC.

Mais la gauche socialiste au sens large ne s'arrête pas là. On peut, sans risque de se tromper, y ajouter une partie de l'AZAPO, peut-être quelques secteurs du PAC, sans aucun doute des cadres syndicaux du COSATU et du Conseil national des syndicats (NACTU) et, enfin, des franges dispersées de militants de l'ANC et du SACP — cela fait sans doute plusieurs milliers de militants et de militantes.

Cette gauche devra trouver des thèmes d'activité qui puissent lui permettre de résister au cours actuel des événements. La bataille centrale pour une Assemblée constituante aura eu un caractère éducatif très important. Malheureusement, il y a maintenant un fort risque que, d'ici quelques semaines, lorsque l'affaire du référendum occupera toute la scène politique, ce mot d'ordre perde de ses qualités d'agitation. Par ailleurs, se cantonner à ce terrain institutionnel pourrait enfermer la gauche dans un cadre qui n'est pas le plus facile pour remobiliser à la base.

Le défi actuel est donc de formuler très vite une réponse alternative, transitoire et

subversive, aux aménagements réformistes actuellement négociés : quelle réforme agraire et rurale ? Quelle réforme de l'habitat, de l'éducation, de la santé ? Quelle alternative aux licenciements et à la crise de l'industrie minière ? Quelle réponse au système militaire et policier actuel pour lequel l'ANC cherche une simple cooptation ? Quelles formes de contrôle social et d'auto-organisation démocratique des communautés dans les townships ? Etc. Une telle élaboration donnerait une cohérence d'ensemble à tous ceux qui ne veulent pas céder. Sur cette base, il serait alors possible de mieux mobiliser sur des revendications plus immédiates, contre les licenciements ou contre la baisse des salaires, par exemple, qui sont, sans doute, parmi les batailles de masse les plus urgentes. La campagne pour l'électricité est aussi en cours : dans un pays où seulement 20 % de la population

noire a accès à l'électricité, on pressent la capacité mobilisatrice que pourrait avoir une telle revendication, ainsi que son contenu radical.

Pour une organisation comme la WOSA le défi est donc de taille. Y aura-t-il un apport militant soudain en provenance de la crise du Parti communiste ou du mouvement syndical ? Nul ne peut répondre à de telles questions aujourd'hui. Mais les échéances approchent. Dans peu de temps, il faudra mener de front la bataille sociale et celle des élections et du référendum. En outre, la situation change très vite. Pour tous les militants, les conditions dans lesquelles il va falloir lutter maintenant sont totalement inconnues. Autrefois, il y avait eu la clandestinité, mais aussi, au cours des années 80, les immenses mobilisations de masse. Aujourd'hui les paramètres changent brutalement ; il faut reconstruire des repères, redéfinir des priorités et des formes d'action.

Au moment où peu à peu s'éteint ce qui

a été la grande vague de solidarité internationale anti-apartheid — pour cause de négociations officielles —, il faut souligner que les masses opprimées d'Afrique du Sud n'ont pas moins besoin de solidarité. Et les révolutionnaires de ce pays ont tout autant besoin du soutien internationaliste.

Il y a des batailles de résistance qu'il faut essayer de gagner, en Afrique du Sud comme ailleurs, pour que le "nouvel ordre mondial" ne soit finalement pas dicté par des gens comme de Klerk. ★

5 février 1991

Le drame du Karabagh

Le conflit de l'enclave arménienne du Nagorny-Karabagh, en Azerbaïdjan (1), est entré dans une nouvelle phase de confrontation après la dislocation de l'Union soviétique : il oscille entre des tentatives de solution politique et une escalade militaire sur le terrain.

Vicken CHETERIAN



LE 22 septembre 1991, après des médiations d'Eltsine et du président du Kazakhstan, Nazarbaïev, les républiques d'Azerbaïdjan et d'Arménie ont décidé de commencer des négociations pour trouver

une solution pacifique pour le Nagorny-Karabagh. Deux jours après, des batailles importantes reprenaient dans l'enclave, et, pour la première fois, l'artillerie azérie pilonnait Stepanakert, la capitale de la "République autonome" ; alors que des forces arméniennes bombardaient la ville de Chouchi, et attaquaient Kokjan, le faubourg azéri de Stepanakert. Les combats continuent depuis.

La tension a atteint son apogée après le 20 novembre 1991, lorsqu'un hélicoptère transportant des médiateurs et des hommes d'Etat russes, kazakhs et azéris a été abattu. L'Azerbaïdjan a accusé les "terroristes" arméniens d'en être responsables, alors que la République arménienne présentait ses condoléances et demandait l'ouverture d'une enquête. La réaction immédiate du Parlement azéri a été d'abolir le statut de "République autonome" du Nagorny-Karabagh et d'accentuer le blocus de l'Arménie (2).

Le conflit du Karabagh est devenu la principale pomme de discorde entre les deux républiques du Caucase, qui sont dans un état de guerre non-déclarée. Il est cependant vrai que les dirigeants politiques de Bakou et d'Erevan, qui auraient intérêt à trouver un accord, ne contrôlent pas entièrement la situation ; après chaque signe d'entente diplomatique entre les deux capitales, la situation s'aggrave sur le terrain.

Le président de l'Azerbaïdjan, Moutalibov, voudrait que des compagnies occiden-

tales, telles Texaco, BP et Chevron (3), investissent dans l'industrie pétrolière obsolète de sa république. Mais cela ne se fera pas lieu tant que la guerre se prolonge. Par ailleurs, la situation de l'économie arménienne, à l'exception de l'agriculture, est bien plus mauvaise. Cette république subit un blocus sévère de la part de l'Azerbaïdjan, d'où elle importait la plupart de son pétrole et de son gaz ; 85 % de ses industries sont paralysées à cause du blocus, alors que la reconstruction des villes détruites par le tremblement de terre de 1988 est arrêtée.

Plus d'Armée rouge

Les combats ont également redémarré à cause du vide de pouvoir créé par le retrait des contingents de l'Armée rouge. Alors qu'il y a quelques mois, les "troupes-tamppons" soviétiques comptaient 11 000 hommes armés, il en reste à peine 2 000, en attente d'un ordre de départ.

Sous Gorbatchev, le conflit du Karabagh était manipulé selon les besoins du centre. Ainsi, au printemps 1991, des troupes du ministère de l'Intérieur soviétique avaient coopéré avec des unités de la police azérie pour attaquer les Arméniens de Getashen et de Martounashen, au nord de l'enclave, et les obliger à partir (4). Cela s'est fait après que les dirigeants azéris ont exprimé leur intention de voter pour le traité d'Union préparé par Gorbatchev, et alors que le référendum qui avait eu lieu quelques mois plus tôt en Arménie semblait aller en sens opposé. Aujourd'hui, alors que les troupes soviétiques se retirent, les deux parties essayent de se positionner à leur place.

Sur le terrain, la guerre a depuis longtemps sa dynamique propre. Bien que certains combattants soient des villageois qui essayent de défendre leur territoire contre l'"ennemi", la plupart d'entre eux sont des volontaires venus d'Erevan ou de Bakou, ou des réfugiés azéris venant des villages de l'Est de l'Arménie (5) — environ 500 000 réfugiés des deux bords ont déjà été victimes du conflit. Ces réfugiés attribuent leur destin tragique au groupe ethnique d'en face. Il n'y a pratiquement plus d'Azéris en Arménie, alors que des Arméniens vivent toujours dans des enclaves du Karabagh et autour.

Au début du siècle, ces pays n'étaient pas homogènes ethniquement. La bourgeoisie arménienne était basée à Tbilissi et

Bakou, alors qu'Erevan n'était qu'une petite ville de province. Avec la soviétisation du Caucase, ces pays ont eu des gouvernements locaux. Le système bureaucratique a créé des élites nationales locales, qui ont géré les affaires internes de leurs républiques, "planifiant" la redistribution des investissements, la localisation des projets industriels et la politique culturelle locale. La politique répressive envers les minorités des élites nationales locales a provoqué une émigration lente, qui visait à transformer chaque république en Etat-nation. Cette tendance est accentuée par la guerre actuelle.

Surenchères nationalistes

Dans les deux pays, l'opposition essaye de profiter de la situation pour attaquer son gouvernement sur une ligne ultra-nationaliste. Ces trois derniers mois, le Front populaire azéri a organisé plusieurs manifestations à Bakou, rassemblant environ 100 000 personnes, pour demander la démission de Moutalibov, incapable de mettre fin à « l'intervention arménienne dans les affaires internes de l'Azerbaïdjan ». Du côté arménien, le dirigeant nationaliste Parouyr Airikian, candidat malheureux à la présidence contre Levon Ter-Petrosian, a demandé au gouvernement d'arrêter toute négociation avec les Azéris, qui « ont violé les accords précédents » ; il défend une "internationalisation" maximale du conflit.

La République arménienne semble prête à un compromis et à arrêter son soutien à la population arménienne du Karabagh, si le gouvernement azéri cesse le "génocide" des Arméniens. Ce recul arménien a aussi été reflété dans le vote qui a décidé du statut de l'enclave — « *Etes-vous pour que la République autonome du Nagorny-Karabagh devienne une république indépendante ?* » — où aucune mention n'est faite d'un éventuel lien avec l'Arménie. Par ailleurs, le 4 février 1992, Moutalibov a déclaré qu'il accepterait le déploiement d'observateurs des Nations-Unies dans la région.

Pour l'instant, il est difficile d'imaginer que les Arméniens du Karabagh acceptent de vivre sous la direction politique de Bakou. Mais, si la pression interne de l'Azerbaïdjan — la lutte pour le pouvoir entre les héritiers du Parti communiste en place et le Front populaire — conduit à une mobilisation totale de ce pays de 7 millions d'habitants, le destin des 160 000 Arméniens peut devenir aussi tragique que celui des

1) Voir *Inprecor* n° 302 du 9 février 1992.

2) *Armenpress*, 28 novembre 1991.

3) *Les Nouvelles de Moscou*, 3 décembre 1991.

4) *International Herald Tribune*, 2 mai 1991.

5) Comme dans d'autres guerres, telles celles du Liban et de Yougoslavie, alors que les combattants locaux sont plus modérés envers leurs voisins, les réfugiés investis dans les combats se caractérisent par leur extrémisme.

Les syndicats dans la tourmente

La crise de l'Etat yougoslave est globale. Comme dans les autres pays dits socialistes, elle touche aux équipes gouvernementales, aux institutions de l'Etat et aux rapports de production / propriété. Elle a ses rythmes et ses formes propres et montre des différenciations selon les républiques ; elle est, en outre, fortement percutée par la guerre qui a accéléré l'éclatement de l'ancienne fédération. Au cours de son dernier voyage en Yougoslavie — notamment en Slovénie —, Catherine Samary a pu faire le point sur le mouvement syndical, ainsi que sur les débats actuellement en cours sur les formes économiques et surtout sur la propriété et les projets de privatisation qui, en Yougoslavie, prennent une forme particulière du fait de la place de l'autogestion dans la Constitution laborée par Tito.

Catherine SAMARY



CONTRAIREMENT à l'ancienne Union soviétique, le gouvernement fédéral, confronté depuis le début de la décennie 80 à la gestion d'une dette majeure, a été plus tôt que les pouvoirs républicains eux-mêmes dominé par une orientation libérale.

Le gouvernement d'Ante Markovic représentait l'instrument direct d'un projet restaurationniste à l'échelle de la fédération, selon une logique recentralisatrice soutenue par les crédateurs, le Fonds monétaire international (FMI) en premier lieu. Son orientation était par essence non nationaliste, ouverte au capital étranger et à l'insertion dans le marché mondial et l'Europe libérale. Elle s'est heurtée de front à la montée des pouvoirs républicains (y compris libéraux) dans un contexte de crise économique et d'inégalités de développement poussant les plus riches à se défaire du "fardeau" des autres (volontiers caractérisés comme "incapables", "non civilisés", bref, "indignes" de l'Europe). La montée du nationalisme serbe a renforcé les craintes des républiques non serbes à l'égard de tout projet "yougoslave". La guerre a achevé de formaliser l'éclatement de l'ancienne fédération. Le gouvernement Markovic ne pouvait y survivre.

Les changements essentiels s'opéreront donc désormais au plan républicain. C'est à

ce niveau que se jouera la transformation des institutions étatiques et des lois de la transition vers une "économie de marché". Mais les programmes des équipes venues au pouvoir lors des premières élections pluralistes de 1989-1990 avaient le flou des débuts "post-communistes".

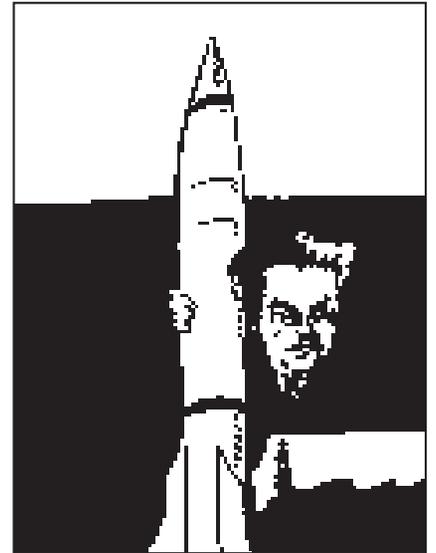
Républiques riches et républiques pauvres

Les dimensions nationalistes l'ont partout emporté sur toute autre valeur. Cependant, les contextes, les dynamiques et les résultats n'étaient pas les mêmes : certes l'Europe des riches est attirante pour tous les peuples. Chacun s'en réclame et tous veulent faire appel au marché et à la propriété privée. Mais, les chances de s'insérer dans le monde capitaliste ou d'en recevoir les capitaux ne sont pas égales. Dès lors, l'éclatement en Etats / nations sera ici (chez les plus riches) dominé par la volonté d'insertion plus rapide, alors que chez d'autres (les plus pauvres) il y aura des résistances ("populistes" ?) au libéralisme.

Le clivage entre république tchèque et république slovaque ne va-t-il pas dans ce sens ?

Le cas serbe risque aussi d'être significatif d'autres évolutions possibles dans l'ancienne URSS, par exemple — avec l'alliance spécifique d'un courant néo-stalinien et de courants nationalistes chauvins de tradition anticommuniste. Là, le nationalisme peut prendre une dimension antilibérale et agressive, génératrice de guerres locales ou régionales.

Ce danger n'est pas écarté par les négocia-



Slobodan Milosevic, président de la Serbie (Vreme, reproduit par *Courrier International*).

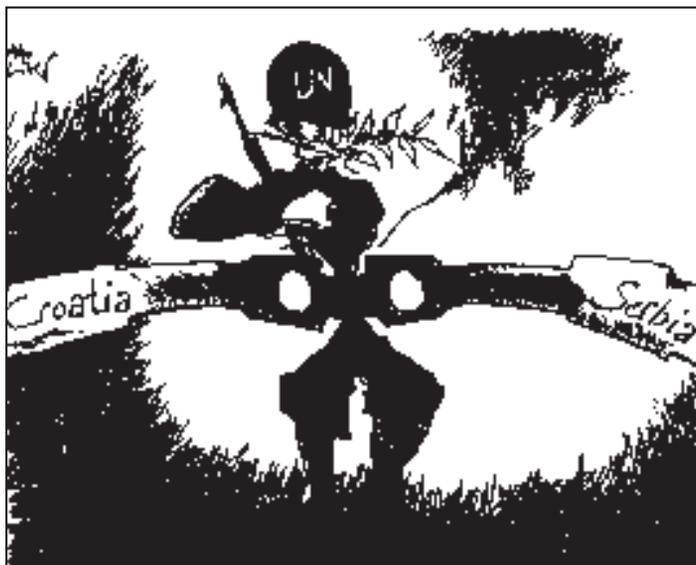
tiations en cours dans l'ancienne Yougoslavie. Toutes les républiques, sauf la Slovénie, se trouvent déstabilisées par l'éclatement de la fédération en Etats-nations impossibles. Il est dès lors normal que, pour l'instant, les questions socio-politiques aient été balayées par la logique de guerre ou la redéfinition des relations entre communautés. Sauf en Slovénie.

Les syndicats dans l'éclatement et la guerre

Formellement, la Confédération des syndicats autonomes de Yougoslavie (continuation des anciens syndicats officiels) existe toujours. Dragan Radulovic, membre du conseil de la Confédération, reçoit toujours dans les locaux de la *Dom Sindikata* (Maison des syndicats), qui se dresse place Karl Marx et Engels — à Belgrade, pas question pour l'instant de débaptiser.

« *Les syndicats jouent désormais un rôle nouveau* » me dit Dragan Radulovic. « *Auparavant, il s'agissait d'une organisation sui generis, socio-politique. Désormais, il s'agit de défendre les intérêts sociaux, dans un cadre pluraliste, y compris sur le plan syndical.* » Le représentant des syndicats serbes, qui participe à l'entretien, met les points sur les "i" : « *On peut dire que le syndicat était la courroie de transmission du Parti, même d'un point de vue constitutionnel. Les grèves n'étaient pas légalisées dans le système d'autogestion, car, disait-on, "les ouvriers ne peuvent faire grève contre eux mêmes". Depuis 1988, les grèves sont légalisées.* » Le pluralisme syndical existe effectivement, avec l'apparition, à côté des anciens syndicats, inégalement transformés selon les républiques, de syndicats indépendants.

Mais des liens confédéraux subsistent-



ils ? Le responsable de la Confédération élude une réponse directe à ma question : « La Confédération a pour rôle d'appuyer les positions communes des membres affiliés, de s'opposer au règlement violent des conflits et aux violations de la Constitution », me dit-il. « Fin février [1991], nous avons exigé la démission du gouvernement fédéral, d'un point de vue ouvrier, syndical ; en juillet, notre confédération a proposé une conférence de la paix à tous les syndicats (y compris les nouveaux syndicats non affiliés). En pratique, les syndicats slovènes et croates n'ont pas participé à la préparation de cette conférence. » Je dois en déduire que tout cela a échoué.

Les rapports inter-ethniques

A mes questions sur la guerre (1) et les positions syndicales à l'égard de la souveraineté des républiques, le représentant de la Confédération avance, avec une certaine mesure, le point de vue habituel des pouvoirs serbes : « Il s'agit d'une guerre entre les autorités de Croatie et la population serbe locale ; c'est là, la cause principale des conflits armés en Croatie. » Mais les syndicats croates se sont, quant à eux, solidarisés avec le gouvernement de leur république et ont décidé de suspendre le droit de grève tant que dure la guerre.

Qu'en est-il des syndicats serbes ? « La Serbie n'est pas en guerre », me répond Slavimir Milosavcivic, dirigeant de la centrale, « nous sommes d'ailleurs en train de mener une grève dans l'enseignement ». Lorsque j'évoque, à ce propos, un conflit en cours au Kosovo (province albanaise de la Serbie, dont l'autonomie a été remise en cause par le pouvoir de Slobodan Milosevic) où de nombreux écoliers sont, à ma connaissance, privés de cours après une purge massive affectant les enseignants albanais, la réponse est sans états d'âme : « Chacun a le

droit à l'enseignement dans sa langue maternelle, mais il ne doit y avoir qu'un seul programme. » Le jacobinisme laïc centralisateur qui veut qu'en France les enfants d'immigrés apprennent « Nos ancêtres les Gaulois », sévit là dans un contexte culturel conflictuel, à l'encontre d'une

population non slave qui représente quelques 90 % des habitants du Kosovo. Cela fait partie de la guerre qui couve.

En poussant un peu la discussion sur l'avenir, la logique grand-serbe monte à la surface : c'est l'identité des Macédoniens ou des Musulmans bosniaques qui est mise en doute par mes interlocuteurs. « Mais, vous-mêmes, en France » ajoutent-ils, sûrs d'eux, « avez-vous accepté la notion de peuple corse ? ». Il n'y a pas de doute, la France jacobine est un modèle de référence fréquent chez les partisans d'une Yougoslavie comme Etat / nation d'un seul peuple, fût-il unifié par la force.

Les rapports inter-ethniques sont-ils meilleurs du côté des nouveaux syndicats ? Branislav Canak, journaliste de la radio-télévision de Belgrade, me présentera la branche principale du nouveau syndicat, *Nezavisnost*, indépendance, né à Belgrade le 25 mai 1991. On sait la guerre redoutable qui se mène à ce niveau, chaque gouvernement nationaliste présentant sa vision fanatisée du conflit, attisant la haine entre nations, exploitant les souvenirs et les hantises du passé. La télévision indépendante Yutel, émettant de Sarajevo, est interdite d'antenne aussi bien en Croatie qu'en Serbie. Les mises au pas des journalistes critiques ont sévi dans les deux républiques.

On comprend dès lors le lien direct entre ce syndicat indépendant et les mouvements antiguerre qui, notamment en Serbie s'efforcent de résister, avec difficulté, aux propagandes chauvines : « Nous ne voulions pas prendre part à cette guerre » me dit le journaliste. Il fait partie de ceux que le pouvoir serbe a écartés, jugeant leur information insuffisamment engagée... « Notre but était de donner courage aux autres peuples de Yougoslavie, de protéger la civilisation. Nous voulions faire un syndicat indépendant de tous les pouvoirs à l'échelle de la Yougoslavie, pas seulement de la Serbie. »

Même au Kosovo ? « Moi, j'étais pour ; mais il faut reconnaître que c'était pas le cas de tous les journalistes ici. » Quant à la Croatie et à la Slovénie, « nous n'avons pas trouvé de journalistes partageant notre volonté ».

Slovénie : les questions sociales reviennent

Pourtant, en Slovénie, à la différence de la Croatie, la scène syndicale commence à être mouvementée, alors que les questions des choix socio-économiques reprennent le devant : la coalition de droite au pouvoir, DEMOS, doit passer de la phase d'opposition à l'ancien système aux difficultés des propositions alternatives. Sa faiblesse sur ce plan a été un moment reléguée à l'arrière-plan par les déclarations d'indépendance et l'intervention de l'armée. « La proclamation d'indépendance [le 25 juin 1991, nldr] s'est faite dans un contexte de crise économique affectant la stabilité même des nouvelles équipes de la coalition libérale », me dit Rastko Mocnar. Dirigeant de la Ligue social-démocrate de Slovénie, une petite organisation extra-parlementaire, dont le projet est, en quelque sorte, l'alliance entre intelligentsia "soixante-huitarde" (2), des managers "socialistes autogestionnaires" et des syndicalistes, il estime que les divergences ont été provisoirement étouffées par la « logique d'état de guerre » et la censure correspondante. « La chasse aux sorcières, dans les médias et dans l'économie, a tenu lieu de programme. Mais les problèmes reviennent sur le devant de la scène. » En effet, la Slovénie vit désormais dans un autre monde. Le danger de la guerre s'éloigne avec le retrait de l'armée fédérale. Les problèmes sociaux reprennent de l'importance.

« Les nouveaux syndicats indépendants sont des courroies de transmission de la politique gouvernementale libérale », estime mon interlocuteur, tout en portant, au contraire, un jugement positif sur les transformations en cours, affectant les anciens syndicats officiels rebaptisés "syndicats libres". Près des deux tiers des travailleurs y sont affiliés. Mais, s'ils ont gardé ce potentiel, les actions menées ont, pour l'instant, été numériquement de faible portée. « On a oublié ce qu'était une lutte ouvrière bien que tout était "ouvrier" » me dit Milos Pvalica, un des dirigeants du Parti travailliste, qui vient de se former essentiellement

1) La Yougoslavie dans *Inprecor* : voir l'encadré en p. 11.

2) En juin 1968, il y a eu, en Yougoslavie, un mouvement d'occupation des principales universités sur fond de grèves ouvrières. Dans ce mouvement, hostile aux réformes marchandes et à la privatisation introduites en 1975, l'intelligentsia critique était massivement favorable à un socialisme autogestionnaire et pluraliste. Les mots d'ordre principaux du mouvement, outre les revendications égalitaires et sociales, étaient : « Autogestion de bas en haut ! A bas la bureaucratie rouge ! »

sur la base des quelques 10 000 membres de ces syndicats anciennement officiels. « *Les syndicats ne peuvent aller au Parlement et les travailleurs n'y sont pas représentés, c'est pourquoi nous nous sommes formés en parti* », ajoute-t-il.

Radjko Lesjack, secrétaire général des syndicats libres de Slovénie est, lui aussi, membre du Parti travailliste. Mais, dans les locaux syndicaux, il tient à parler en tant que syndicaliste. Il explique les transformations récentes : « *Nous avons dissout les anciens syndicats en congrès, il y a un an. Nous avons établi de nouvelles bases organisationnelles et programmatiques. Avant, tout travailleur faisait d'office partie du syndicat. Désormais, il y a acte volontaire d'adhésion. Nous avons obtenu 450 000 adhésions, ce qui représente 60 % de la population active. En outre, nous avons remplacé l'organisation territoriale antérieure par une structure par branche. Enfin, nous sommes indépendants de tout parti : seules des convergences constatées d'objectifs sociaux peuvent se traduire par des collaborations.* »

En 1991, il y a eu 1 million d'heures de grève en Slovénie. Mais, dans l'immédiat, l'attention se porte sur les projets de loi qui vont se discuter au Parlement. L'offensive catholique sur l'avortement a, quant à elle, été mise en veilleuse pour faire bonne figure face à l'Europe libérale. L'essentiel dans l'immédiat concerne la propriété.

Quelle propriété ?

Le 10 septembre 1991, à la veille du débat au Parlement, les syndicats libres avaient convoqué une manifestation : « *Nous demandons le report du vote après un vaste débat, alors qu'on veut faire passer des décisions essentielles au retour des vacances et après un été marqué par l'état de guerre* », précise le président du syndicat. « *Nous considérons que, sur des questions pareilles, il devrait y avoir référendum.* » Le projet de loi, sur lequel la coalition de droite au pouvoir vient d'éclater, concerne la privatisation du secteur public largement prépondérant (la petite propriété existant depuis des décennies dans le secteur agricole et l'artisanat). La question de la restitution de la propriété agricole aux anciens propriétaires est également en discussion. En Slovénie, on n'en est même pas sur tous ces plans au niveau des changements juridiques de la Tchécoslovaquie (3).

Les capitaux privés se font rares ici, comme ailleurs. On rencontre les mêmes difficultés de la privatisation que dans d'autres pays "socialistes" — absence ou faiblesse de capitaux nationaux ou internationaux, problèmes de base sociale et de légitimation de la privatisation, etc. Mais il

L'heure de la rue <i>Catherine Verla</i>	15.03.91	n° 326	La nation envoûtée <i>Interview de Bogdan Bogdanovic</i>	11.10.91	n° 338
La lente agonie de la fédération <i>Michele Lee</i>	29.03.91	n° 327	L'an prochain Sarajevo ? <i>Slavko Mihaljcek</i>	25.10.91	n° 339
L'empereur est nu <i>M. Lee</i>	12.04.91	n° 328	La guerre en Yougoslavie <i>SU de la IVe Internationale</i>	25.10.91	n° 339
Le boomerang du Kosovo <i>M. Lee</i>	07.06.91	n° 332	Le mouvement anti-guerre <i>C. Verla</i>	08.11.91	n° 349
L'état de guerre <i>Livio Maitan</i>	05.07.91	n° 334	Une guerre d'un autre âge <i>Q. Hoare et B. Magas</i>	22.11.91	n° 342
De Tito à "Slobo" <i>Interview de M. Lee</i>	19.07.91	n° 335	Une armée en quête d'Etat <i>C. Verla</i>	06.12.91	n° 342
Le spectre de la Grande Serbie <i>M. Lee</i>	13.09.91	n° 336	Vers un nouveau Traité de Versailles ? <i>S. Mihaljcek</i>	06.12.91	n° 342
Vers la Serboslavie ? <i>C. Verla</i>	27.09.91	n° 337			

faut ajouter l'instabilité politique des nouveaux pouvoirs liée à l'éclatement de la fédération et à la guerre : l'arrière-fond de conflits dans l'ancienne Yougoslavie est dissuasif pour les investisseurs potentiels, malgré les efforts des dirigeants slovènes pour obtenir un traitement à part auprès des banques. Et, en outre, les problèmes propres à l'autogestion renforcent l'instabilité sociale. En Slovénie, le discrédit du "socialisme" n'est peut-être pas aussi fort qu'ailleurs. La période proprement "stalinienne" a été de courte durée et les dirigeants slovènes ont été les plus réformateurs et libéraux dans la période récente, non sans succès économiques et politiques. En dépit de la faiblesse des réponses crédibles d'une gauche encore morcelée, la question du statut des travailleurs est ici plus qu'ailleurs une "culture", sinon un programme précis : question de dignité et de justice sociale.

La manifestation convoquée par les syndicats, le 10 septembre 1991, n'a réuni que 5 000 personnes — mais, sur une population totale de moins de 2 millions de Slovènes, c'est loin d'être négligeable. Elle avait reçu le soutien de tous les groupes féministes (des syndicalistes aux femmes managers autogestionnaires ayant leurs organisations propres, en passant par les groupes de quartiers et les militants du mouvement antiguerre). La manifestation fut spectaculaire avec ses chaînes d'autobus parcourant la ville. Et elle a suffi pour que le vote au Parlement soit différé. Début 1992, on se trouve toujours en pleine querelle parlementaire. Les partis de droite sont divisés après la démission, en novembre 1991, de Joze Mencinger, économiste et Premier ministre,

en désaccord avec les projets de loi.

Le passage en Slovénie de Jeffrey Sachs (qui, après avoir conseillé le gouvernement bolivien, a sévi comme on le sait en Pologne) (4) a fait rebondir les clivages de stratégie : thérapie de choc ou pas, privatisation rapide ou pas et au profit de qui (anciens gestionnaires ou nouveaux entrepreneurs ?). Mais si les rapports de propriété sont obscurs en général dans les anciens pays du bloc socialiste (la bureaucratie n'étant pas propriétaire juridique et l'Etat lui-même ayant régné "au nom des travailleurs"), au pays de l'autogestion, la propriété est encore plus "à personne", car elle est "à tous".

Embûches constitutionnelles au pays de l'autogestion

La dernière Constitution, du temps de Tito, a explicitement exclu toute notion de propriété d'Etat, ou de propriété de groupe. Qui donc peut décider de la privatisation ? Et à qui peut-elle bénéficier ? Les propositions d'actionnariat ouvrier ont été faites là comme ailleurs pour faire "passer la pilule". Mais, outre qu'elles ne sont guère attrayantes au moment où la crise économique est creusée par le choc de confrontation sans protection au marché mondial, elles constituent, en Yougoslavie, une régression du statut des droits de gestion qui existaient

3) Voir *Inprecor* n° 338 et 342 des 11 octobre et 6 décembre 1991.

4) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

jusqu'alors gratuitement (quels qu'en aient été l'usage et le contexte). Pour les travailleurs, l'autogestion représentait une sorte de pouvoir en négatif, comme un droit de veto. Dans le système yougoslave, elle n'avait pas les moyens d'avoir une cohérence globale (macro-économique). Elle signifiait inégalement — selon les domaines — un droit de regard ou de participation aux décisions : davantage pour les questions de revenus et de consommation collective que pour les droits d'investissement. Elle se traduisait plus encore que dans les autres pays de l'Europe de l'Est et qu'en URSS par des relations spécifiques, de connivence conflictuelle avec les managers (les grèves éclatant là où cette connivence était rompue, ou encore là où les décisions d'autogestion n'étaient pas respectées). Il n'est donc pas étonnant qu'une partie des anciens managers — notamment là où les rapports de force sociaux ne permettraient pas de ruptures plus frontales — cherchent à s'appuyer sur cette tradition pour consolider leur pouvoir. Tel est un des enjeux actuels.

Comment privatiser ?

Une des caractéristiques essentielles de la ligne défendue par le Premier ministre démissionnaire est d'avoir voulu s'appuyer

sur les anciennes équipes de gestion des entreprises, en leur donnant un poids prépondérant dans un processus "doux" de privatisation à leur profit — notamment dans les entreprises de taille petite et moyenne, mais aussi dans 300 grosses entreprises. A ce plan, s'est opposé celui de Jeffrey Sachs, proposant la formation d'institutions financières chargées de gérer des fonds communs de placement — des portefeuilles d'actions dont une partie importante serait distribuée gratuitement à la population, et un noyau dur contrôlé par l'Etat, en attendant de trouver des acheteurs crédibles, la logique étant la concentration du pouvoir effectif de ces institutions qui contrôlèrent des équipes de direction appointées sur des bases capitalistes "claires". Il s'agit d'un "modèle" proposé partout par Jeffrey Sachs, pour casser au plus vite les ambiguïtés de gestion liées à un quelconque maintien de droits autogestionnaires ou de relations de connivence managers/travailleurs. Il implique transitoirement un véritable Etat propriétaire.

Ce projet de loi est passé dans deux des trois chambres du Parlement slovène, mais pas dans la troisième, celle du "travail associé" — autre héritage de la Constitution titiste (5). Là, contrairement aux deux précédentes, où la coalition DEMOS détient encore la majorité,

c'est le projet Mencinger qui domine, avec, aujourd'hui pour argument principal, le refus... de l'étatisation. Sur ce terrain, la droite est elle-même divisée, prisonnière en partie de ses propres arguments libéraux. Les managers anciennement communistes sont évidemment accusés de vouloir garder le pouvoir. Quant aux organisations de gauche, elles présentent un grand éventail de positions où l'on parle plus de "participation" ouvrière que d'autogestion ; elles sont également plus ou moins critiques sur les possibilités de s'insérer de façon positive — sans régression économique et sociale — dans le monde capitaliste et regardent vers différentes formes de communautés régionales — la question des liens économiques avec les républiques de l'ancienne Yougoslavie est tributaire de l'évolution du régime serbe et de la guerre. Mais elles sont dans une phase initiale, très instable, de définitions, scissions et regroupements subissant de plein fouet la difficulté d'articuler un projet à contre-courant. ★

Janvier 1992

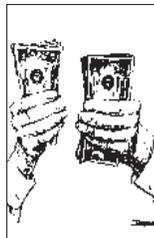
* Des extraits de cet article ont été publiés dans *Collectif*, revue syndicale française.

5) La première chambre représente les citoyens ; la deuxième, les "organisations socio-politiques" — partis, syndicats, organisations de masse, sur la base du système de délégations, toutes catégories sociales confondues, mais sur des bases d'entreprise.

Le malaise hongrois

Entre 1990 et 1991, les investissements étrangers ont atteint 2,5 milliards de dollars en Hongrie, passant le total des investissements dans tous les pays d'Europe de l'Est, à l'exception de l'Allemagne. Quelques 10 000 joint-ventures ont été créées avec des partenaires étrangers, soit le double de celles existant en Pologne. La Hongrie a aussi été le premier pays à signer un accord économique avec son voisin nouvellement indépendant, l'Ukraine. Derrière ces chiffres, se cache le coût social des réformes économiques (1), et la chasse aux sorcières des autorités contre tous ceux qui étaient liés à l'ancien régime. Cette politique a eu un certain succès jusqu'à la fin 1991.

Lazlo ANDOR



LES TENTATIVES de la coalition au pouvoir, dirigée par le Forum démocratique hongrois (MDF), pour obtenir davantage de pouvoirs ont provoqué des protestations parmi l'intelligentsia libérale, qui a publié une Charte démocratique, expliquant comment le gouvernement menace les droits civiques fondamentaux. Cette Charte n'avait pas eu beaucoup d'écho jusqu'à ce que le Premier ministre, Jozef Antall, ordonne la démission du président de la Banque nationale de Hongrie, György Suranyi, sous prétexte qu'il avait signé ce document. Selon Antall, aucun gouvernement ne peut permettre qu'un haut-fonctionnaire signe un document d'opposition. Suranyi a été remplacé par Akos Bod, ancien ministre du Commerce et de l'Industrie, dévoué à Antall, qui participe depuis 1985 à l'élaboration de la politique économique du MDF.

Cette mesure du Premier ministre s'est révélée être une magnétique publicité pour la

Charte. Quelques semaines après, celle-ci avait été signée par plus de 4 000 personnes et ses initiateurs ont organisé un important meeting.

Dans la foulée, deux vice-secrétaires d'Etat des Affaires étrangères, en place avant l'arrivée du gouvernement actuel, ont aussi été remplacés, ce qui a entraîné la démission du ministre lui-même.

Sus aux anciens communistes !

Cependant, la coalition dirigeante n'a pas encore suffisamment assouvi sa soif de revanche contre les anciens communistes ou ceux qui avaient servi durant l'"ancien régime". Percuté par l'effondrement des économies d'Europe de l'Est et des privatisations à outrance, le MDF est incapable de proposer un meilleur niveau de vie à la population et a donc besoin de choisir des boucs émissaires parmi ceux qui sont présentés comme les responsables de la situation catastrophique actuelle : les "communistes" ou tous « ceux qui paralysent le changement de système ».

De telles représailles pourraient être complètement "légales". Le Parlement a déjà voté une loi qui suspend les amnisties

1) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

pour les personnes reconnues coupables de crimes importants commis entre 1945 et 1989 (participation à des massacres, trahison ou violences entraînant la mort). Les initiateurs de cette loi veulent traîner devant les tribunaux d'anciens soldats de l'AVH (l'équivalent hongrois du KGB soviétique, entre 1948 et 1956), et certains vieux politiciens tels Györgyi Marosan, 83 ans, syndicaliste social-démocrate d'avant 1948, qui a joué un rôle important dans l'unification des deux partis ouvriers, puis qui a passé six ans dans les prisons du dirigeant stalinien hongrois Rakosi, avant de devenir vice-président du nouveau parti de Kadar, puis de se retirer en 1962.

Janos Denes, ancien militant des conseils ouvriers, aujourd'hui député indépendant (il appartenait auparavant au MDF), a annoncé qu'il voulait que Marosan soit pendu au plus vite — le président de l'Assemblée lui a rappelé que la peine de mort avait été abolie en Hongrie. Denes a aussi déclaré qu'il présenterait un projet de loi pour déclarer illégal le MSZMP (l'un des successeurs du Parti communiste, qui n'est pas représenté au Parlement) et nationaliser tous ses biens. Le président de l'Assemblée lui a alors répondu que, tant que le MSZMP fonctionnait selon la Constitution, il ne pouvait pas être interdit.

Un débat télévisé entre les dirigeants des groupes parlementaires des deux principaux partis — Imre Konya pour le MDF, et Ivan Petö pour l'Alliance des démocrates libres (SZDSZ) dans l'opposition — a provoqué un autre électrochoc. Konya a affirmé qu'il fallait traiter les communistes comme des fascistes et a demandé des représailles, contre eux parce que « *tel est le vœu de la nation* ».

Ivan Petö a récemment démissionné de la direction du groupe parlementaire du SZDSZ, parce que le congrès de ce parti, en novembre 1991, a élu Peter Tölgvessy comme président. Tölgvessy, qui représente l'aile droite du SZDSZ, a été élu par les militants mécontents à cause du comportement libéral-social des fondateurs du parti, comme Petö ou l'ancien président Janos Kis. Tölgvessy veut que le parti devienne plus "patriote" et qu'il entretienne de meilleures relations avec l'Eglise ; sous sa direction, le SZDSZ veut gagner des voix en se rapprochant des thèmes du MDF.

Ce changement de direction annonce le début d'une nouvelle course vers la droite entre le MDF et le SZDSZ. En 1990, le SZDSZ était apparu comme le parti le plus anticommuniste et avait failli battre le MDF. Mais aujourd'hui, ce dernier a des positions bien plus solides, et le déclin du SZDSZ va sans doute continuer. Ce virage à droite con-

duira sans doute les secteurs les plus droitiers du Parti socialiste hongrois (PSH — ancien Parti communiste) à abandonner tout espoir d'alliance avec ces libéraux.

En décembre 1991, le MDF a aussi tenu son congrès et a élu Lajos Für, le ministre de la Défense, comme numéro deux après Antal. Für appartient au secteur centriste du parti et sa promotion est peut-être une tentative des groupes modérés pour contrebalancer l'offensive droitiste de Konya.

Débâcle économique et...

Lors du débat parlementaire sur le budget 1992, le ministre des Finances, Mihaly Kup a promis une réduction importante de l'inflation et la fin de la baisse de la production et des salaires réels.

L'année 1991 a été catastrophique : le produit national brut (PNB) a chuté d'environ 6 %, et la production industrielle de plus de 10 % — tout comme en 1990 ; l'inflation a augmenté de pratiquement 40 %, après une hausse de 30 % en 1990. Le chômage touchait 400 000 personnes à la fin 1991, soit quatre fois plus qu'en 1990, passant de 2 à 8 % de la population active. Des différences régionales subsistent en Hongrie : le Nord-Est est deux fois plus touché par le chômage que le reste du pays.



« Je ne me plains pas, j'ai un pied en Europe, l'autre en prison. »

ron 6 %, et la production industrielle de plus de 10 % — tout comme en 1990 ; l'inflation a augmenté de pratiquement 40 %, après une hausse de 30 % en 1990. Le chômage touchait 400 000 personnes à la fin 1991, soit quatre fois plus qu'en 1990, passant de 2 à 8 % de la population active. Des différences régionales subsistent en Hongrie : le Nord-Est est deux fois plus touché par le chômage que le reste du pays.

Le déclin rapide des salaires réels a conduit à l'effondrement du pouvoir d'achat et à une crise du marché intérieur. Le commerce de détail a chuté de 20 %. Malgré d'importantes baisses de prix à la fin 1991, de nombreux magasins ont souffert du manque de clients — les gens ayant un faible revenu font leurs achats auprès des vendeurs à la

sauvette.

Parallèlement, le gouvernement fait tout pour encourager l'enrichissement de ses électeurs réels ou potentiels. La privatisation a été très sévèrement critiquée, mais elle se poursuit à un rythme bien plus rapide que dans les autres pays de la région. Le dédommagement des anciens propriétaires de biens nationalisés va bientôt commencer — environ 355 000 personnes ont déposé des réclamations. Le budget 1992 prévoit 1,6 milliard de forints de dédommagements, contre 1,2 milliard seulement pour l'assurance-chômage.

Pour répondre à la politique du gouvernement, les principales fédérations syndicales ont appelé à un débrayage d'avertissement de deux heures, le 17 décembre 1991. Il s'agissait, à la fois, d'une réaction des dirigeants syndicaux à la pression croissante de leur base, et d'une réponse au gouvernement, qui a refusé de prendre sérieusement en compte la discussion des conventions collectives.

... riposte syndicale

Cette grève a aussi exprimé la reprise d'activité des principaux syndicats, longtemps paralysés par les attaques des lois antisyndicales de juillet 1991. L'Union nationale des syndicats (SZOSZ, ancien syndicat officiel renouvelé), forte de 1,2 million de membres, a tenu un congrès en novembre 1991, et Sandor Nagy a été réélu à la présidence avec 99 % des voix. Nagy avait été attaqué par le gouvernement et les médias libéraux en tant qu'ancien dirigeant de la Jeunesse communiste dans les années 70, mais cette élection a beaucoup renforcé son autorité. Les métallurgistes, les travailleurs des transports et les mineurs, dont les syndicats sont affiliés au SZOSZ, ont été les fers de lance de la grève de décembre 1991.

Entre 200 et 250 000 travailleurs ont débrayé ce jour-là, et de 250 à 300 000 personnes ont participé à des rassemblements. Les retraités ont organisé leurs propres meetings de solidarité ; les tramways et les bus des villes portaient des banderoles rappelant le soutien des ouvriers des transports publics aux revendications des grévistes et au SZOSZ. Après la grève, Sandor Nagy a annoncé que si le gouvernement ne changeait pas d'attitude, le SZOSZ appellerait à une nouvelle grève nationale d'un jour ou deux, au début 1992.

Le syndicat des enseignants est l'un des plus actifs. Durant l'automne 1991, il a organisé une conférence de 22 pays endettés contre les programmes d'éducation de la Banque mondiale (BM) — celle-ci avait proposé au gouvernement hongrois de faire des coupes sombres dans l'éducation et de privatiser certains secteurs du système sco-



L'ARTICLE 27 de la Constitution synthétisait la nature de la révolution mexicaine et le régime qui s'était instauré sur ses fondements. D'un côté, cette loi reflétait la destruction de l'appareil d'Etat de

l'ancien dictateur Porfirio Diaz et la force des luttes paysannes pour la terre ; de l'autre, elle avait été élaborée après la défaite militaire et politique des armées paysannes de Villa et Zapata (voir encadré en p. 16).

Les généraux vainqueurs comprenaient qu'il leur fallait établir un pacte social pour mettre un terme à la révolution. Ce pacte s'est cristallisé dans l'article 27 du Congrès constituant qui montre le caractère contradictoire du résultat final de la révolution mexicaine : si les armées paysannes avaient écrasé l'armée bourgeoise de Porfirio Diaz, elles n'avaient pas été capables pour autant de construire un nouvel Etat sur ses cendres. Voilà pourquoi un groupe de militaires petits-bourgeois avait pu reconstituer l'appareil d'Etat bourgeois. Cependant, ceux-ci avaient été contraints de reconnaître certaines revendications paysannes et, dans la pratique, de sceller un pacte social qui reconnaissait certaines demandes de la paysannerie. Voilà pourquoi l'article 27, et, dans une moindre mesure, les articles 3 et 123 de la Constitution, reflètent le caractère interrompu de la révolution de 1910-1917 (3).

La fin d'un pacte social

Les réformes proposées par le président Salinas essayent d'en finir avec ce pacte social. Elles constituent un règlement de comptes avec la révolution mexicaine et avec son idéologie.

En mettant en cause la propriété *ejidal* et en encourageant la reconcentration foncière, le gouvernement met en place un projet de restructuration capitaliste de la campagne. Du point de vue des intérêts du capital et du projet économique en cours au Mexique, cette réforme était une nécessité, étroitement liée à l'Accord de libre échange (4).

Quels sont les principaux aspects de la réforme ? D'un côté, la propriété *ejidal* devient constitutionnelle. De l'autre, l'interdiction faite aux *ejidarios*, de louer ou de vendre leurs terres est remise en question. Le gouvernement annonce en même temps la révision et la résolution des conflits agraires (sous la présidence de De La Madrid, les grands propriétaires fonciers avaient été favorisés par la promulgation de la loi de "protection agraire", qui laissait

sans effet de nombreuses attributions de terre à des paysans) — il y aurait actuellement 42 000 dossiers de demandes de terres. Le gouvernement dit que la distribution de terres est finie et qu'il n'y en a plus à distribuer. Ainsi, la prétendue petite propriété (elle peut aller jusqu'à 100 hectares — depuis des décennies les paysans demandent qu'elle soit limitée à 30 hectares) et le système du *latifundio*, eux, ne seront pas touchés. En revanche, la possibilité de former des sociétés commerciales agraires, qui peuvent atteindre 2 500 hectares, se concrétise. Enfin, selon ce projet "modernisateur", le capital international privé pourra participer à ces sociétés agraires. Dans les faits, c'est le concept même selon lequel « toute la propriété du sol et du sous-sol appartient à la nation » qui est liquidé ; la discussion s'ouvrira aussi, tôt ou tard, sur la dénationalisation de l'industrie du pétrole (5).

Charité et grosses affaires

Le gouvernement a aussi annoncé dix mesures pour relancer le secteur agricole, qui reprennent certaines vieilles revendications paysannes, ainsi qu'un investissement très important dans les campagnes. La plus importante concerne l'annulation des dettes des paysans arrivées à échéance. En réalité, cette décision est indispensable pour parvenir à une pénétration du capital dans les campagnes — la dette paysanne empêchait toute augmentation de la productivité du travail agricole.

Par là, le gouvernement n'a pas fait une œuvre de charité ; il a même transformé l'annulation de ces dettes en une opération politicienne. Il a transféré la dette paysanne au Programme national de solidarité (PRONASOL) (6), son outil essentiel de contrôle social de la population, qui lui permet d'engranger des voix pour le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI, au pouvoir). En dernière instance, les économies budgétaires que le gouvernement a faites en réduisant les programmes sociaux, n'ont été que très peu transférées vers PRONASOL — qui est avant tout un mécanisme visant à miner toute représentation sociale et, en même temps, à renforcer le caractère "présidentialiste" et dictatorial du régime.

Il faut savoir d'où viendront les ressources pour les investissements à la campagne.

La renégociation de la dette extérieure du Mexique a supposé un bol d'air pour le gouvernement ; s'il n'a pas atteint son objectif initial de faire baisser le paiement du service de la dette à 2 % de son produit intérieur brut (PIB) et qu'en 1991 il a payé 10 milliards de dollars, Salinas a pourtant économisé presque 1 milliard 600 millions de dollars avec la renégociation et a réduit son

La contre agra

Le gouvernement de Salinas de Gortari vient à la r forme de l article 27 de la Constitution permettront de restructurer les campagnes mex de la terre, les *ejidos* (1), dans le cadre d une des privatisations d envergure). Salinas prend conomique avec l

Sergio RO

principal de 102 à 83 milliards de dollars. Par ailleurs, la guerre du Golfe a conduit à l'augmentation des prix du pétrole, ce qui a fourni un revenu supplémentaire.

C'est la vente des entreprises parationnalisées qui a représenté un pactole de plusieurs millions de dollars. Alors que le gouvernement antérieur avait vendu des entreprises para-publiques d'importance relative, Salinas, lui, vend les plus importantes et celles qui faisaient des profits juteux — dont la Compagnie de téléphone du Mexique (soldée près de 3 milliards 200 millions de dollars) ; la privatisation de la banque nationale et la vente prochaine de toutes les entreprises sidérurgiques. Tout cela a renfloué les finances publiques de quelques 20 milliards de dollars et constitue une réserve de 16 milliards, chiffre record.

L'argent provenant des privatisations est acheminé vers le "fonds de contingence", avec lequel le gouvernement prétend répondre à des situations futures difficiles. Le PRONASOL reçoit une part de ce fonds et, à son tour, en extrait des



e-réforme aire

de r aliser une action des plus spectaculaires : n. Il ouvre ainsi la voie des mesures qui icaines, en revenant notamment sur la propri t e r forme plus globale de l Etat (qui passe par ses marques en vue de l accord d int gration es Etats-Unis (2).

DRIGUEZ *

miettes pour payer la dette paysanne. En d'autres termes, le gouvernement utilise une partie infime du démantèlement des ressources de la nation pour "payer" une dette paysanne issue de l'échec d'une politique agricole qui a plongé dans la misère et la faim des millions de Mexicains.

Règlement de comptes avec le passé



La présentation du projet de réforme de la Constitution du gouvernement contient une longue introduction (de l'époque qui a précédé l'invasion de Tenochtitlan par les Espagnols, jusqu'à nos jours) qui réinterprète l'histoire du Mexique. Il cherche ainsi à éliminer la conscience historique et à supprimer toute référence collective aux grands affrontements sociaux. Mais cette réécriture idéologique vise essentiellement la présidence de Lazaro Cardenas, entre 1936 et 1940 — c'est-à-dire l'expropriation du pétrole, la nationali-

sation des chemins de fer ; le soutien du gouvernement à la République espagnole, et l'asile donné à Léon Trotsky. C'est aussi sous Cardenas qu'a été dessiné le projet de domination semi-corporatiste sur la population et le parti de l'Etat, instaurant les bases du système antidémocratique et dictatorial du Mexique, que l'écrivain péruvien Mario Vargas Llosa a défini, à juste titre, comme la "dictature parfaite".

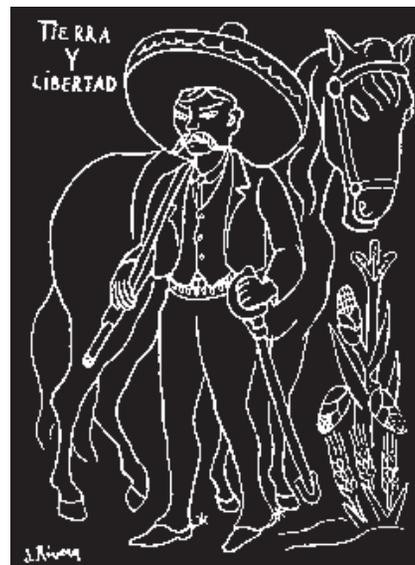
Actuellement, la cible principale de l'équipe au pouvoir est le cardénisme ; on peut facilement comprendre pourquoi. Le cardénisme a représenté le choix d'une partie de la bureaucratie au pouvoir de tirer profit d'une situation internationale donnée pour avancer dans la formation d'une nation indépendante des désirs impérialistes. Le projet cardéniste ne visait pas le socialisme, mais le développement d'un capitalisme d'Etat favorisant la formation d'une bourgeoisie nationale forte. C'est ainsi qu'il s'est lancé dans l'industrialisation du pays (par ce qui a été appelé la politique de substitution des importations), dans la relance du secteur agricole par une grande redistribution agraire (avec des investissements en crédits de l'Etat et des projets d'irrigation importants), ainsi que par la mise sur pied d'une industrie d'infrastructure nationalisée au service de tous ces projets.

Les réformes actuelles de Salinas sont aux antipodes de tout cela. Mais Cardenas avait fait ses réformes en s'appuyant sur la même structure politique que Salinas ; ces deux projets se veulent les héritiers légitimes de la révolution mexicaine. C'est pourquoi Salinas s'est efforcé de présenter ses projets comme "anticardénistes" et comme "prozapatistes".

En effet, la réforme agraire de Cardenas a été une énorme toile d'araignée bureaucratique, qui a mis les organisations paysannes à la merci des aléas des différents gouvernements. C'est ainsi qu'un formidable cycle de luttes paysannes a été frustré, hypothéquant l'indépendance politique des organisations paysannes vis-à-vis des forces gouvernementales et engendrant un système agraire profondément improductif. Dans les faits, le gouvernement mexicain a privilégié le contrôle par rapport à la productivité.

Aujourd'hui, Salinas essaye de faire porter au régime de Cardenas la responsabilité de tous les échecs du pays, et évidemment, il s'efforce d'imputer cela à ceux qui se réclament du socialisme.

Malheureusement, le discours démagogique de Salinas commence à avoir certains résultats. Le président se présente comme l'ennemi le plus acharné du corporativisme populiste improductif, l'avocat de la liberté de la paysannerie, l'ennemi du collectivisme, et le défenseur de la paysannerie individuelle, tout en traquant les organisa-



tions corporatistes qui contrôlent les paysans. Il prétend encourager l'émergence d'une nouvelle couche de dirigeants paysans, qui ne seraient plus déterminés par leur appartenance ou pas au PRI, mais par leur capacité à diriger des organisations productives et à y être liés.

La capitalisation de la campagne

Quels sont les facteurs clés de cette réforme et ses perspectives ?

Tout récemment, les ministres des Finances et de l'Agriculture, Pedro Haspe et Carlos Hank (un des plus grands propriétaires du pays), ont envoyé une lettre à la Banque mondiale (BM). Ils rendaient des comptes à cette institution, ainsi qu'au Fonds monétaire internationale (FMI), sur les suggestions de la BM en 1987 concernant la liquidation des *ejidos*, condition *sine qua non* pour développer une politique de crédit à la campagne. Dans cette lettre, les deux hommes annonçaient la fin du paternalisme d'Etat et, surtout, que l'agriculture

* Sergio Rodriguez est un des dirigeants du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section mexicaine de la IVe Internationale).

1) Les *ejidos* sont des parcelles de l'Etat confiées en usufruit — légalement individuel ou collectif — aux paysans depuis 1920. L'Etat a évidemment tout fait pour que ces derniers les travaillent de façon individuelle. Les *ejidos* s'étendent sur presque la moitié du territoire mexicain.

2) Voir *Inprecor* n° 336 du 13 septembre 1991.

3) L'article 3 de la Constitution établit que l'éducation primaire doit être laïque, gratuite et obligatoire. L'article 123 établit le cadre général des relations de travail dans le pays.

4) Voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991.

5) Le président Lazaro Cardenas nationalisa le pétrole en 1938.

6) Ces "programmes sociaux", inaugurés au Pérou, se sont répandus en Amérique latine. Suite à la réduction des budgets sociaux, l'Etat a mis en place des "programmes d'aide sociale". Des fonds sont proposés aux communautés pour l'installation d'eau potable, par exemple ; mais les gens doivent fournir la main-d'œuvre. Il s'agit de dissimuler le désengagement de l'Etat, tout en essayant d'éviter des explosions dans un contexte d'appauvrissement généralisé et en tissant des liens "paternalistes" avec le mouvement de masse.

La révolution mexicaine

La révolution mexicaine a éclaté le 20 novembre 1910. Deux faits essentiels furent à la source de la première révolution sociale du XXe siècle : les prétentions du dictateur Porfirio Diaz à prolonger ses 34 ans de gouvernement, malgré le triomphe électoral de Francisco Madero ; et l'opposition de la paysannerie aux mesures gouvernementales visant à "moderniser" la campagne et à en finir avec la propriété communautaire de la terre — il s'agissait d'une des rares caractéristiques de la société aztèque que les Espagnols avaient respectée lors de la Conquête.

Finalement, Porfirio Diaz fut obligé de partir en exil et, lors de nouvelles élections, Francisco Madero fut élu président. Contrairement aux espoirs de la population, Madero poursuivit le "projet libéral" de transformation des campagnes : c'est ainsi que commencèrent onze ans de luttes paysannes pour la terre. Dirigées par Emiliano Zapata qui a élaboré le Plan dit d'Ayala, et par Francisco Villa, ces luttes connurent leur apogée en décembre 1914, lorsque les armées paysannes prirent la ville de Mexico.

N'ayant pas de projet social global, au-delà des revendications paysannes, Zapata et Villa furent incapables d'offrir une alternative crédible et viable aux différents secteurs de la société mexicaine — notamment aux ouvriers, fortement influencés par l'anarchisme — et ils finirent par se retirer dans leurs Etats d'origine, le Morelos et le Chihuahua, favorisant ainsi la réorganisation de l'armée fédérale en déroute et son triomphe postérieur.

Profitant de cette situation, Venustiano Carranza, nouveau dirigeant de la bourgeoisie, convoqua, à Queretaro, le Congrès qui promulgua la Constitution de 1917, une des plus progressistes de l'époque, reconnaissant le droit des travailleurs à s'organiser, réduisant le poids de l'Eglise et, surtout, ouvrant des espaces aux demandes paysannes pour la terre, ce qui arracha à Zapata et à Villa leur étendard.

Après la liquidation physique de Zapata et de Villa, une longue période de luttes intestines s'ouvrit (de 1920 à 1934) entre les différentes factions gouvernantes (Carranza fut écrasé par Alvaro Obregon ; celui-ci fut remplacé par Plutarco Elias Calles ; Obregon gagna de nouvelles élections sans parvenir à accéder au pouvoir car il fut assassiné, etc) ; une espèce de pacte politique mit un point final à la révolution et le Parti national révolutionnaire (PRN, prédécesseur de l'actuel Parti révolutionnaire institutionnel, PRI) fut constitué.

Le PRN parvint, pour ainsi dire, à "canaliser" les différentes politiques bourgeoises, tout en permettant la "paix" et la "stabilité" qui ont été la caractéristique principale de plus de 60 ans de « dictature parfaite » du « gouvernement issu de la révolution mexicaine », selon les mots de l'écrivain Vargas Llosa. ★

Agustin de La Pe a

mexicaine fonctionnerait désormais sans aucune subvention. Cela prouve que les réformes à l'article 27 de la Constitution sont étroitement liées à l'Accord de libre échange — d'ailleurs, Salinas avait besoin de faire adopter ses propositions de privatisation avant d'entamer sa tournée aux Etats-Unis, en décembre 1991.

Les modifications qu'il propose essayent de faire pénétrer le capital à la campagne, en transformant l'*ejido* dans les faits, en avançant vers sa privatisation et donc en perfectionnant des mécanismes de surexploitation de la main-d'œuvre agricole.

En 1990, le Mexique a été contraint d'importer des aliments pour une valeur de 4 milliards 700 millions dollars, malgré une récolte record de maïs. Ce chiffre cache une politique délibérée du gouvernement : laisser tomber la production agricole et créer des conditions de misère permettant l'attaque du capital.

Certaines données sont éclairantes : l'investissement de l'Etat dans le développement agricole a chuté de 70 % entre 1981 et 1989. Les crédits agricoles concédés par la banque de développement se sont réduits de 55,3 %, selon certaines sources. La production par habitant des dix principaux grains de base, en 1988, a été inférieure de 33,5 % par rapport à celle de 1981. La chute des prix du secteur agricole entre 1982 et 1988 a été de 34,6 %, en comparaison avec l'ensemble des prix. En ce qui concerne les engrais, la baisse a été de 48,7 %. Ainsi, le rapport ville-campagne a provoqué une diminution des mécanismes d'échange au détriment des campagnes.

La réforme de Salinas essaye surtout de changer le régime de propriété des terres. Selon l'Institut national de statistiques, géographie et informatique (INEGI), en 1988, il y avait 28 058 *ejidos* et communautés avec 3 070 058 *ejidarios* ou paysans des communautés sur 95 108 066 hectares, c'est-à-dire 48,6 % du territoire national. Voilà ce que le gouvernement ne peut pas tolérer. Dans la logique de son modèle, il fallait une réforme de privatisation. L'élément fondamental de celle-ci passe par la possibilité désormais ouverte de louer ou de vendre les lopins individuels dans les *ejidos*. Il faut souligner que 25 millions 388 413 hectares de terre sont dans cette situation, 26,7 % des terres des *ejidos* et environ 13 % du territoire national. Ce pourcentage augmente proportionnellement dans le domaine de la production, car, dans la partie collective de l'*ejido*, sont inclus les terrains où se

trouvent les installations de la communauté paysanne (église, salle municipale, clinique, etc.). Les parcelles collectives (*ejido* collectif) constituent un pourcentage plus petit du point de vue productif et les lopins individuels sont plus importants. Ces derniers seront partagés entre des sociétés commerciales ; les investisseurs étrangers pourront y prendre des parts, ainsi que les nouveaux capitalistes agricoles et certains *ejidarios* riches qui deviendront des capitalistes agricoles à part entière. On nous dit que personne ne voudra vendre son patrimoine ; c'est faux, lorsque l'on sait que la misère se généralisera pour les *ejidarios* qui ont moins de ressources.

Il s'agit là d'un projet ultra-réactionnaire qui profite de la situation de l'économie pour proposer des "solutions" à de vieux problèmes (comme la dette paysanne) en échange de l'acceptation de la privatisation des campagnes. En même temps, le gouvernement renforce son nouveau projet corporatiste par le biais du PRONASOL.

Salinas met sur le marché la propriété de la terre, en essayant de la redistribuer et en permettant la reconcentration foncière sous l'égide du capital. Nous sommes bien dans une nouvelle phase de séparation des producteurs et des moyens de production ; ce genre de processus s'accompagne toujours de violences.

Le mouvement paysan

Le mouvement paysan connaît lui aussi une crise. Après plusieurs années de radicalisation, de maturation et d'accumulation d'expériences, il fait face à la pire des offensives lancées par les différents gouvernements du Mexique contre les organisations paysannes indépendantes. C'est une attaque dangereuse, différente de la politique traditionnelle de répression. Celle-ci est toujours utilisée, évidemment, mais la politique de cooptation donne de meilleurs résultats, car elle coïncide avec des besoins productifs : la restructuration agraire capitaliste. Comme tout projet bourgeois, elle cherche à intégrer et à renforcer les secteurs les plus productifs et à plonger le reste des campagnes dans la misère.

Cette politique a déjà obtenu des succès partiels, en provoquant la division d'une bonne partie du mouvement paysan, par le biais surtout du Conseil agraire permanent (CAP), créé par le gou-



vernement, qui avait besoin d'un nouvel interlocuteur lui permettant d'exercer son contrôle, avec l'aval non seulement des organisations paysannes du PRI, mais aussi des autres.

L'entrée de certaines forces indépendantes dans le CAP n'était pas une erreur en soi, elles y avaient leur place dans la mesure où la majorité des paysans organisés se trouvent dans le CAP. Mais le développement récent des forces indépendantes n'a pas été un facteur de radicalisation et de prise de conscience du CAP ; dans la pratique, ces secteurs indépendants se sont posés en interlocuteurs privilégiés de Salinas et, dans une certaine mesure, ils sont assimilés au projet du président.

Une organisation importante comme l'Union générale ouvrière-paysanne et populaire (UGOCP), lancée au départ surtout par le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), aurait pu être le fer de lance d'une réorganisation du mouvement paysan vers la formation d'une organisation majoritaire et indépendante non seulement du PRI, mais aussi de Salinas. Elle a laissé passer une chance historique et son secrétaire général, Margarito Montes, a non seulement assumé la ligne du président, mais est devenu un des principaux propagandistes des bienfaits de sa politique. Aujourd'hui, il est un des pions de Salinas pour la création d'une nouvelle bureaucratie agricole (7).

La division et l'atomisation l'emportent dans les rangs paysans et Salinas en sort renforcé — même si des réactions ont eu lieu, dont une marche de 8 000 paysans sur Mexico, organisée par le Mouvement national de résistance paysanne (MONARCA), issu d'un mouvement paysan de la base contre certains dirigeants.

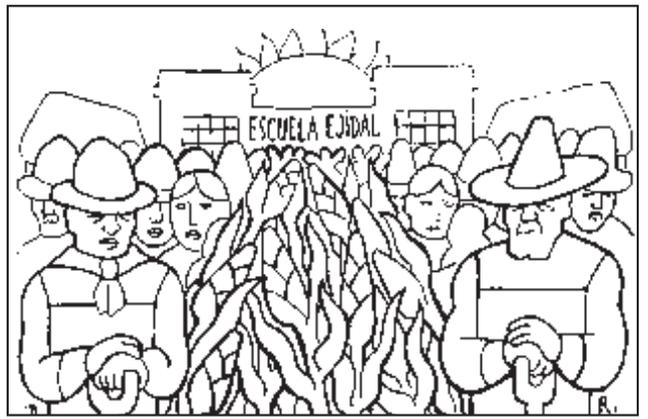
Le gouvernement, avec ces mesures, avance vers une transformation des liens entre les masses et l'Etat. Il ne faut pas oublier que les rapports précédents étaient nés sous Cardenas et s'étaient avérés très efficaces pour établir un pacte social qui a garanti la stabilité pendant des décennies. L'Etat a ainsi pu préserver l'ordre. La politique de masse de Cardenas et son évolution postérieure ont sacrifié la productivité au nom de la stabilité — cette stabilité a permis des taux de croissance du PIB élevés, malgré la faible productivité du travail, mais aussi une structure salariale basse et la sur-exploitation (dans les faits, les paysans sont devenus des salariés de l'Etat).

Ce schéma s'est épuisé lorsque l'Etat n'a plus eu les moyens de pallier à la faible productivité du travail. Un système comme celui du Mexique ne pouvait pas résoudre ce problème en accroissant les espaces démocratiques pour augmenter la productivité. Il a choisi de laisser la crise frapper de plein fouet les travailleurs pour, ensuite, restructurer la production. Dans ce but, les vieilles structures de la propriété

constituaient un obstacle et coûtaient trop cher. Salinas a donc tenté de démanteler les vieilles organisations sociales par en haut, avec un discours "démocratique" qui a trompé ceux qui, pressés de détruire le vieux corporativisme, jugent les mesures de Salinas positives.

Le gouvernement a essayé de rétablir un nouveau consensus social à long terme. Mais celui-ci ne se fera pas entre les organisations sociales et l'Etat, mais à partir de l'affaiblissement et de l'écrasement des organisations sociales.

Tout ce qui, de loin ou de près, rappelle un mode d'organisation collectif sera attaqué. Nous sommes face à un événement historique : le gouvernement essaye de mettre un point final, dans l'intérêt du capital, à la révolution mexicaine. Il s'agit d'en finir avec les vestiges de Zapata et d'introniser l'agro-business, en mettant sur le marché ce que la révolution de 1910-1917 avait considéré comme la propriété de la nation.



Cette réforme aura non seulement du mal à instaurer la stabilité souhaitée par Salinas, mais elle provoquera sans doute des ripostes paysannes. L'ancien dictateur Porfirio Diaz disait qu'il ne fallait pas titiller le tigre qu'est le paysan mexicain. C'est ce que Salinas fait. ★

Mexico, février 1992

7) Margarito Montes a démissionné du PRT ; ce départ a été accepté de façon unanime.

* Les illustrations de cet article sont de Diego Rivera. Elles sont tirées du livre *Diego Rivera Ilustrador*, éditions SEP, Mexico.

La spirale du déclin



Le gouvernement du Parti national, lu en 1990, pr voit une large vague de privatisations dans le cadre de l'intégration de l'Uruguay au Marché commun du centre sud (Mercosur), qui a déjà voté au Parlement. La gauche, rassemblée dans le Front large (FA, Frente Amplio), a lancé une campagne de collecte de signatures pour imposer la tenue d'un référendum sur les projets de privatisations, soutenue par le Parti colorado dans l'opposition (1). Il lui faut recueillir les signatures d'un quart de l'électorat (630 000 personnes) ; la mi-février 1992, après un mois de campagne, 12 000 signatures étaient déjà recensées (2).

Inprecor a rencontré Ernesto Herrera, membre du Parti socialiste des travailleurs (PST, section uruguayenne de la IV^e Internationale).

INPRECOR : L'Uruguay, comme l'Argentine, connaît une crise économique sans précédent depuis la fin des années 80. Qu'en est-il aujourd'hui ?

Ernesto HERRERA : Le projet économique et social de la bourgeoisie est aujourd'hui entièrement déterminé par l'intégration au Mercosur, qui entrera en vigueur en 1995, supprimant peu à peu toutes les barrières douanières entre l'Uruguay, l'Argentine, le Brésil et le Paraguay (3). Toute l'industrie, mais aussi l'agriculture et l'élevage — l'Uruguay est un très gros exportateur de viande, avec 14 millions de têtes de bétail — vont entamer un processus de reconversion.

1) En Uruguay, depuis l'indépendance, le pouvoir a été traditionnellement disputé par deux formations bourgeoises : le Parti colorado ("rouge"), libéral et le Parti blanco ("blanc"), nationaliste, aujourd'hui au pouvoir.

2) En 1989, une campagne similaire avait recueilli assez de signatures pour exiger un référendum contre l'amnistie des militaires coupables de violations des droits de l'homme sous la dictature, mais le vote avait été négatif.

3) Voir *Inprecor* n° 346 du 14 février 1992.

La bataille des vendeurs ambulants

La crise sociale et l'augmentation du chômage ont conduit de plus en plus d'Uruguayens à vivre du commerce informel dans les rues de la capitale. Ils vendent surtout des marchandises de contrebande en provenance du Brésil (nourriture, vêtements, cigarettes, etc.). Les vendeurs ambulants avaient pris l'habitude de se concentrer dans trois zones commerciales du centre de Montevideo.

La municipalité du FA a annoncé qu'elle ne laisserait personne sans travail, mais qu'elle réglementerait le commerce informel. Elle a élaboré un projet qui réduit le nombre de vendeurs ambulants à six par pâté de maison dans le centre (contre 60 à 80 auparavant), et a organisé des centres commerciaux permanents à l'extérieur du centre-ville pour les autres, en investissant environ 600 000 dollars. La municipalité a subi une forte pression des commerçants installés qui refusent cette concurrence déloyale.

Mais les vendeurs ambulants veulent être dans le centre, à portée des clients et à côté des commerces pour que les gens puissent comparer les prix. Cela a conduit un secteur important d'entre eux à résister aux mesures de la municipalité et à revenir s'installer dans le centre-ville. Ils sont organisés par trois syndicats — l'un contrôlé par le PC, l'autre par les partis traditionnels et le troisième par le MPP. Ce dernier a présenté un projet alternatif d'autorégulation du nombre et de l'emplacement des vendeurs, et a déposé une demande d'amnistie pour les vendeurs condamnés — le maire a rejeté ces deux projets.

Pour faire appliquer sa réglementation, la municipalité a fait appel à la police — celle-ci débarque avec des camions, jette la marchandise ou la vole, et embarque les vendeurs ; depuis l'installation du gouvernement civil en 1985, c'est le conflit social qui a conduit au plus grand nombre d'interpellations.

Cette utilisation de la répression a suscité une importante polémique au sein du FA ; le MPP s'y est violemment opposé en défendant le droit de tous à gagner leur vie. ★

un processus de reconversion.

La dette de l'Uruguay se monte à 6 milliards de dollars ; avec le Chili et la Colombie, c'est le pays qui paye le plus ponctuellement les intérêts — 27 % de ses revenus à l'exportation. Actuellement, le gouvernement vend notre réserve d'or pour payer la dette.

La bourgeoisie veut aussi appliquer son projet de "réforme de l'Etat", qui se traduira concrètement par des privatisations dans le secteur public. Contrairement à l'Argentine et au Brésil, en Uruguay, le projet de privatisation a dû passer par le Parlement, ce qui explique la faible ampleur des bouleversements pour l'instant — mais le projet a finalement été voté il y a quelques mois.

Une partie des télécommunications a déjà été privatisée. Le gouvernement veut aussi vendre une partie du port de Montevideo, le secteur national de la pêche, la compagnie aérienne, le système de sécurité sociale, les raffineries de pétrole, etc. Mais pour l'instant, il ne trouve pas d'investisseurs. Il est prévu que l'Uruguay devienne un producteur de services au sein du Mercosur. Aujourd'hui, c'est déjà une place financière, où circulent des "narcodollars", et un pays touristique.

Pour l'instant, la bourgeoisie ne dispose pas d'un rapport de forces suffisant pour appliquer de manière drastique son projet néolibéral, comme le fait Menem en Argentine (voir l'article en p. 20). Contrairement à ce pays, où 500 000 fonctionnaires ont été licenciés, en Uruguay, le secteur public reste stable — il faudrait aussi voter les licen-

ciements au Parlement. Entre temps, le gouvernement a offert des primes de départ qui équivalent à douze mois de salaire, mais seulement 6 % des fonctionnaires, pour la plupart proches de l'âge de la retraite, les ont acceptées. La majorité des gens préfère travailler dans de mauvaises conditions, gagner peu, mais avoir une situation stable.

En outre, un secteur de la bourgeoisie s'oppose aux électrochocs et veut des réformes graduelles, car elle craint l'agitation sociale.

◆ *Cette politique, m me temp r e , semble pourtant avoir d j eu d importantes cons quences conomiques et sociales.*

En effet, le chômage a beaucoup augmenté durant les six derniers mois et touche 120 000 personnes — cela peut sembler dérisoire, mais la force de travail uruguayenne est de 1,3 million de personnes (pour une population totale de 3 millions d'habitants). On assiste à une détérioration sociale importante, malgré l'inflation relativement "faible" (80 % par an). On ne connaît pas une misère semblable à celle d'autres pays d'Amérique latine, mais l'Uruguay est l'un des endroits où la situation s'est comparativement le plus détériorée depuis quinze ans. Les classes moyennes s'effondrent et la classe ouvrière subit le chômage de plein fouet.

Il y a vingt ans, l'Uruguay attribuait 25 % de son budget à l'éducation — l'analphabétisme avait totalement disparu —, con-

tre 6 % aujourd'hui. Le système de santé public, dont dépendent 2 millions de personnes, est complètement délabré ; tous les médecins et les infirmières essayent d'émigrer vers les Etats-Unis ou vers l'Europe à cause des bas salaires. A Montevideo, 70 à 80 000 personnes vivent dans des bidonvilles.

La Commission économique pour l'Amérique latine des Nations-Unies (CEPAL) a récemment publié un rapport qui a fait beaucoup de bruit dans le pays : à cause de la mauvaise alimentation, 50 % des enfants en âge scolaire ont des problèmes de croissance et ont des facultés d'apprentissage plus réduites. Chez nous, on pensait que ces phénomènes étaient réservés à l'Amérique centrale, à la Bolivie ou à l'Equateur...

◆ *Y a-t-il une opposition sociale aux mesures de privatisation du gouvernement ?*

Le FA, regroupement de toutes les forces de gauche, a voté contre la réforme de l'Etat au Parlement. En revanche, tous les groupes parlementaires ont voté l'intégration au Mercosur, sauf les deux députés du Mouvement de participation populaire (MPP), l'une des composantes du FA.

Le FA est divisé en trois blocs : l'un est dirigé par le Parti communiste ; l'autre par le Parti socialiste uruguayen — qui n'est pas affilié à l'Ile Internationale ; le troisième, le MPP, rassemble la gauche radicale et révolutionnaire — le Mouvement de libération nationale Tupamaros (MLN) (4), le Parti pour la victoire du peuple (PVP), le Parti socialiste des travailleurs (PST), le Mouvement révolutionnaire oriental (MRO) et des indépendants.

Le FA a obtenu 400 000 voix lors des dernières élections en 1990, soit 22 % des suffrages, et a gagné la municipalité de Montevideo. Le MPP a eu 50 000 voix. Le FA présentait des candidats uniques à la présidence, à la vice-présidence et pour les mairies, mais chaque regroupement en son sein avait ses propres listes pour le Sénat et la Chambre des députés.

◆ *Comment le FA g re-t-il la municipalité de Montevideo ?*

Le FA a gagné la municipalité de la capitale avec 35 % des voix (5). Le maire, Tabaré Vasquez, appartient au comité central du Parti socialiste. La population avait

4) Voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

5) L'Uruguay est un pays à 80 % urbain — la moitié de sa population vit à Montevideo. Hormis les grandes plaines d'élevage, il y a peu de paysans. On trouve des petits producteurs agricoles dans la ceinture de Montevideo et au nord-est du pays, à la frontière avec le Brésil, où sont cultivés la canne à sucre et le riz.

beaucoup d'espoirs dans cette nouvelle équipe municipale et s'attendait à des mesures de type social — surtout en matière de transport, de santé, et de logement —, et à un développement de la participation populaire.

Aujourd'hui, après deux ans de gestion, l'équipe municipale reste populaire, bien qu'elle ait réalisé peu de choses sur le terrain social. La mesure la plus appréciée a consisté à subventionner les entreprises privées de transports en commun pour maintenir le prix des billets. Pratiquement rien n'a été fait pour le logement. La participation populaire et le développement de l'auto-organisation n'ont absolument pas été encouragés.

Cette gestion municipale "sage" des secteurs réformistes du FA (pas de confrontations avec les entreprises privées ou avec le gouvernement central, "politique pour tous les citoyens") vise à montrer que cette formation politique est capable de gouverner sagement et de préserver l'ordre ; la mairie de Montevideo est une vitrine pour les élections de 1994, où le FA veut apparaître comme une option crédible de gouvernement. Une victoire électorale semble possible, étant donnée la crise importante des partis bourgeois traditionnels ; aujourd'hui, les sondages placent le FA au même niveau que le Parti Colorado dans les villes.

L'équipe municipale du FA a délibérément choisi de ne pas utiliser la mairie comme élément de polarisation contre le projet néolibéral du gouvernement central. Elle veut arriver à 1994 avec une situation sociale stable.

Le FA a mené une grande campagne contre la corruption. Le slogan préféré de la municipalité de Montevideo est que politique et éthique doivent aller de pair. Elle a réussi à mener une gestion "transparente", ce qui est reconnu par la population. D'un point de vue économique, le FA propose un projet alternatif. Mais s'il arrive au gouvernement en 1994, il va devoir gérer le pays dans le cadre de l'intégration économique au Mercosur et avec un projet de privatisation et de réforme de l'Etat bien avancé, qu'il sera très difficile de démanteler. Pour le mouvement de masse, il est évident que le FA représente une alternative distincte de celle des partis traditionnels.

◆ **Le PC, premier parti du FA (il a obtenu 50 % des voix de cette coalition lui tout seul), repr s'entend-il encore une force importante ?**

Il est sur le point d'éclater. Le PC uruguayen fut l'un des partis communistes les plus importants d'Amérique latine, mais la crise à l'Est et la chute du Mur de Berlin l'ont ébranlé en profondeur. Aujourd'hui, il

est divisé entre un secteur orthodoxe, minoritaire, et un secteur rénovateur, qui propose de créer un parti socialiste démocratique avec le Parti socialiste. Sa crise est très forte en termes de militants, de finances et d'appareil. Les relations entre les différentes composantes du FA sont très conflictuelles parce que le secteur réformiste hégémonique (PC et PS) veut arriver au pouvoir en 1994, sous le thème du "gouvernement pour tous". Ses membres espèrent tisser une politique d'alliances large, ce qui implique une révision à la baisse de son programme politique. Le pôle révolutionnaire, regroupé dans le MPP, n'est pas d'accord avec la gestion de la municipalité de Montevideo.



Les confrontations à propos de la réglementation de la vente ambulante (voir encadré en p. 18) et les divergences sur le Mercosur ont permis à certains secteurs du FA de présenter le MPP comme un obstacle à leur stratégie graduelle, réformiste et électoraliste. Certains voudraient même que le FA se débarrasse de ces groupes radicaux.

◆ **Une scission de ce type risque-t-elle de se produire dans le FA avant les élections de 1994 ?**

Non, parce qu'il n'existe pas un rapport de forces suffisant au sein du FA. Lors du dernier congrès du FA, en août 1991, le MPP a obtenu presque 30 % des délégués, en défendant le fait que l'accumulation de forces se ferait à partir d'une confrontation avec le projet néolibéral du gouvernement.

◆ **Qu'en est-il du mouvement syndical ?**

Il traverse une crise très profonde, qui se traduit par une diminution de ses adhérents, et connaît de nombreux problèmes d'organisation. Je crois cependant que c'est encore l'un des rares pays d'Amérique du Sud où la centrale ouvrière unique, la Confédération nationale du travail (CNT, contrôlée par le secteur rénovateur du PC et le Parti socialiste) garde une grande capacité de mobilisation. Ainsi, en décembre 1991, une grève générale de 36 heures — la cinquième

organisée contre ce gouvernement — a paralysé pratiquement tous les secteurs. Il s'agissait d'un mouvement de solidarité avec la grève des dockers contre la privatisation du port de Montevideo, qui a duré une vingtaine de jours.

Récemment, la plus grande entreprise de pneumatiques du pays, qui emploie environ 2 000 ouvriers, a voulu fermer ses portes et licencier tout le personnel ; après une grève, elle a recommencé à fonctionner sous contrôle ouvrier.

L'approfondissement de la crise économique a conduit à un développement des mouvements populaires urbains : parallèlement au conflit du commerce ambulancier, à Montevideo, il y a eu des occupations de terrains de la municipalité et de maisons vides appartenant à des grands propriétaires. Alors que, traditionnellement, en Uruguay, il y avait très peu d'autonomie du mouvement social par rapport aux organisations politiques, aujourd'hui, ce moule commence à être brisé. Des mouvements pour le logement, pour l'eau, pour l'électricité, contre la vie chère et des mobilisations de femmes des quartiers populaires se multiplient, contrairement à l'époque précédente où la colonne vertébrale du mouvement populaire était constituée par les syndicats. Ces nouveaux secteurs qui commencent à s'auto-organiser (vendeurs ambulants, jeunes, femmes) ne sont pas contrôlés par les appareils bureaucratiques du PC ou le PS ; ils constituent plutôt la base sociale du MPP.

◆ **Dans ce contexte, quelle est la stratégie du MPP ?**

Le MPP se revendique des origines du FA et de son programme de 1971, qui affirmait sa nature démocratique, populaire et anti-impérialiste et défendait une politique de rupture avec l'Etat et la classe dominante. Il mène une politique de confrontation pour l'hégémonie au sein du FA. Le MPP reconnaît que le mouvement ouvrier est sur la défensive face à l'offensive idéologique de la bourgeoisie, mais il pense qu'il faut continuer à prendre des initiatives de confrontation avec celle-ci. Les débats portent surtout sur la meilleure manière d'accumuler des forces, et sur quelle politique adopter par rapport à la municipalité.

Le dernier plénum du FA a décidé que la prochaine campagne centrale nationale, à partir de mars 1992, serait la collecte de signatures pour lancer un référendum d'initiative populaire contre le projet de privatisations voté au Parlement. ★

Propos recueillis par Paquita Gomez
Janvier 1992

Le vote des sans espoir

Carlos Saul Menem semble avoir réussi un double pari. D'une part, il est parvenu à freiner la spirale infernale de l'inflation en Argentine et, de l'autre, à donner au pays un semblant de stabilité politique. Il a remporté haut la main les élections de septembre 1991, et il peut aujourd'hui avancer dans son projet de réforme de la Constitution sur un point particulièrement sensible dans ce pays : la réélection présidentielle pour ce faire, il semble avoir obtenu le soutien du parti radical de Raul Alfonsín. Enfin, le président en exercice, qui vient de réaliser une tournée en Europe, a recueilli des promesses alléchantes d'aide économique. Mais que signifient tous ces lauriers pour les Argentins ?

Eduardo LUCITA



LES RESULTATS des élections du 8 septembre 1991, en Argentine, ont ratifié la tendance en faveur des partis traditionnels. L'expression politique a fortement glissé à droite, mais, en plus, le pays semble aujourd'hui beaucoup plus homogène qu'avant, face au modèle d'accumulation et de reproduction imposé. C'est ce que semble traduire la nouvelle coalition sociale, issue du déplacement des voix de la droite libérale — celle-ci devient un appui du gouvernement péroniste —, mais aussi de l'Union civique radicale (UCR).

La crise d'hégémonie, c'est-à-dire l'absence d'une direction bourgeoise capable de mener à bien certaines réformes et de passer des compromis, semble, au moins à court terme, avoir été résolue par la reconstitution du schéma de pouvoir. Par ses fractions dominantes, la bourgeoisie argentine en tant que classe s'est uniformisée, parvenant à consolider son pouvoir politique, corollaire de son pouvoir économique. Cette situation devra cependant traverser prochainement une épreuve de feu, on verra alors si la bourgeoisie peut faire taire ses querelles internes dans la lutte pour le contrôle de la richesse sociale dans le cadre d'un capitalisme désorganisé, et où l'Etat perd chaque jour davantage son rôle de régulateur des conflits.

Cette épreuve sera particulièrement difficile, surtout lorsque l'on sait que la poursuite de l'application du modèle a besoin

d'une accélération des plans d'ajustement et donc d'une augmentation de l'offensive du capital et de l'Etat contre le travail — détérioration encore plus importante des conditions de vie des masses ouvrières et populaires ; démantèlement des acquis sociaux ; et, enfin, aggravation du changement du rapport de forces entre les classes.

Le soutien des Etats-Unis au plan du gouvernement se place dans ce contexte, mais aussi dans celui de faiblesse intrinsèque du système des partis en Argentine. Le gouvernement a besoin, pour réussir ses projets, d'un accord avec l'opposition lui permettant de dresser un voile protecteur qui dilue les résistances que provoquera inévitablement l'aggravation du plan d'ajustement.

Qui représente quoi ?

Paradoxalement, les résultats des urnes n'ont fait que mettre à nu la crise des structures partisans. De toute apparence, celles-ci ne sont plus à même de remplir leur rôle de médiation entre la société civile et l'Etat, elles sont incapables de contenir les demandes d'une société en proie à de profonds changements.

Si le régime du radical Raul Alfonsín, arrivé au pouvoir à la fin de la dictature militaire, avait fait des efforts pour articuler un système de partis tout en faisant appel à la participation et en canalisant les demandes populaires vers les institutions, celui de l'actuel président péroniste Carlos Saul Menem fait exactement le contraire (1). Il utilise l'apathie et l'anémie sociales, nées de l'appauvrissement généralisé, des angoisses qu'il provoque, de l'absence de perspectives des couches moyennes, de la perte des vieilles identités ouvrières, ainsi que de la

rupture des liens de solidarité provoquée par la crise et la récession qui s'éternisent.

Dans ce modèle, le vote pour les partis politiques, leurs programmes et leurs méthodes n'a plus aucun sens. La voie économique empruntée par l'Argentine — la restructuration capitaliste, le transfert des biens publics au secteur privé, l'insertion du pays dans le système international : autant de sujets qui ne sont plus mis en question aujourd'hui. On est retourné au vieux "caudillisme", modernisé, en quête de "bons administrateurs". Le pragmatisme et l'individualité se sont appropriés du centre de la scène politique argentine. Ces facteurs pèsent sur le comportement social et ils ont été mis à profit par un système politique qui, comme dans la plupart des pays de la région, a deux caractéristiques principales : d'une part, il est formellement pluraliste et accepte la compétition ; de l'autre, il se montre doublement conditionné et manipulé par l'appareil d'Etat.

Le sacre de la modernité

Ainsi, les campagnes électorales délaissent de plus en plus les vieilles manières de "faire de la politique". La modernité impose la prééminence des images sur les discours, l'utilisation de moyens électroniques dans les grandes concentrations, en lieu et place des manifestations, des programmes et des idées. En l'absence d'un *leadership*, de nouveaux styles politiques surgissent des vieilles structures des partis, au détriment de la culture et des traditions politiques.

Le poids de l'Etat et la manipulation de l'électorat sont inséparables de la logique du système. Si, en pleine période "alfonsiniste", les difficultés de la transition politique étaient justifiées dans les discours officiels par celles de la situation économique, le "ménémisme", lui, utilise aujourd'hui la même logique, mais en sens inverse. L'évolution positive de la situation économique dans les deux mois qui ont précédé les élections a, en outre, redonné ses chances au gouvernement, tout en l'aidant à consolider son programme économique.

Dans ce contexte, il est logique que l'évolution de l'économie ait pesé sur tout le reste, en reléguant au deuxième plan l'image du président et de son gouvernement, les scandales, la corruption, etc.

Dans ce contexte, les résultats électoraux sont essentiellement le produit des facteurs économiques, de l'insécurité, de l'absence d'horizon et d'un projet d'avenir qui ne se limite pas à aggraver la situation

1) Le terme "alfonsinisme" exprime les changements intervenus dans l'UCR, comme dans la social-démocratie européenne, et notamment espagnole, à l'épreuve du pouvoir. Le "ménémisme" conserve des traits du paternalisme autoritaire du régime de Péron, mais sans aucun contenu social et tout en intégrant le libéralisme économique et surtout le marché.

actuelle. La stabilité agit ainsi comme une bouée de sauvetage, porteuse aussi d'espoirs de changement.

Comment s'expliquer autrement le vote ouvrier qui va à l'encontre des acquis historiques de ce secteur — alors que le gouvernement avait maintes fois expliqué les modifications à la loi du travail qu'il pensait apporter et la nouvelle législation de l'emploi qui vise à introduire des mesures d'ajustement dans les usines, mettant l'emploi à la merci des forces du marché.

La bouée de sauvetage

Les résultats électoraux constituent-ils une légitimation des ajustements structurels en cours ou ne sont-ils que le fruit de l'expression politique de majorités sans espoir, d'une somme d'individualités, sans espérances ni projets ?

La classe ouvrière et les secteurs populaires ne trouvent aujourd'hui aucune alternative, ni dans l'"opposition bourgeoise", trop compromise avec ce modèle, et qui s'est déjà montrée incapable de faire face à la crise, ni dans la gauche. Cette dernière a passé des alliances sans principes pour accéder à des fonctions publiques, et elle a fait preuve de sectarisme, d'incapacité à comprendre la réalité, et de volonté pour se mettre d'accord sur un programme minimum qui pourrait canaliser les désirs de changement des Argentins.

Le résultat des élections de septembre 1991 accélèrera la décomposition du système des partis et de leurs liens avec l'Etat, tout en percutant les extrêmes idéologiques.

La droite autoritaire sort renforcée par ce scrutin — elle a obtenu 10 % des voix dans la province de Buenos Aires (2). C'est le résultat d'un modèle économique qui ne prend pas en compte la satisfaction des revendications sociales, qui sème l'insécurité matérielle et la peur et qui jette des milliers de jeunes à la rue, sans emploi. Le vote pour le Mouvement de la dignité nationale (MODIN) (3) constitue l'embryon d'un



Les soldes de Menem

Le président Menem vient de faire sa première tournée européenne ; objectif de ce voyage : redorer son image entachée par les scandales, mais surtout vendre l'Argentine pour une poignée de dollars.

Comme jadis pour le Brésil, la grande presse nous parle aujourd'hui du "miracle argentin"... En effet, Menem a réussi à faire chuter l'inflation qui s'est, pour l'instant, stabilisée à 20 % (elle avait atteint le chiffre record de 2 000 % par an en 1990) ; mais le pays traîne une dette extérieure de 60 milliards de dollars.

Ce qu'on ne nous dit pas, c'est comment il y est parvenu.

Menem s'est d'abord attelé à réduire les dépenses publiques (santé, éducation, etc.), aggravant la situation de milliers d'Argentins qui vivent aujourd'hui en dessous du seuil de la misère (le choléra s'installe dans les zones rurales).

Mais surtout Menem s'est attelé à brader le pays, privatisant à tour de bras depuis des grandes entreprises jusqu'aux... autoroutes. La France, premier investisseur en 1991 en Argentine, avec 825 millions de francs, est évidemment intéressée par cette braderie : Electricité et gaz de France (EDF) lorgne vers la compagnie d'électricité argentine, la SEGBA ; la Lyonnaise et la Générale des Eaux sont candidates au rachat du service de distribution d'eau (Obras Sanitarias) ; Total a acheté les gisements de pétrole ; France-Télécom et Carrefour sont les premiers clients... Le ministre de l'Economie argentin ne cache pas ses projets : « Cette année, nous privatiserons le métro, les chemins de fer, les entreprises d'eau et d'électricité, la pétrochimie et la sidérurgie » A quand des péages sur les trottoirs de Buenos Aires ?

Ces privatisations ont pourtant provoqué des mouvements de grève et de protestation tout au long de l'année 1991 : dans les chemins de fer en janvier et février ; des enseignants en février qui touchent leurs salaires avec plusieurs mois de retard (réduction du budget social oblige...) ; des employés du gaz et du métro en avril contre la privatisation de ces services ; etc.

Menem est boulimique. Il propose à ses amis européens d'"accueillir" jusqu'à 300 000 immigrés des pays de l'Est en Argentine, contre paiement par la Communauté économique européenne (CEE) en espèces sonnantes et trébuchantes — il demande une "aide" de 50 000 dollars par personne !

Enfin, le président argentin propose d'effacer les crimes de la dictature et les 30 000 disparus argentins... en dédommageant les prisonniers survivants, après avoir amnistié les militaires génocides (voir *Inprecor* n° 323 du 1er février 1991). ★

germe fasciste ; il est l'expression tant de franges sociales plongées dans la crise que de secteurs ouvriers et de couches moyennes appauvris. Ces groupes cherchent une solution à leurs problèmes par la voie paternaliste et autoritaire ; mais ils manifestent aussi par ce vote leur protestations et leurs espoirs de faire "changer les choses".

La gauche a été doublement frappée lors de ces élections, en obtenant, toutes tendances confondues, moins de voix qu'en 1985 et qu'en 1987 (4). Le Parti communiste, le Mouvement vers le socialisme (MAS, formation trotskyste moréniste) et le Parti ouvrier (PO, autre organisation issue du trotskysme) ont vu leurs scores dégringoler. Le MAS paye le prix de sa propre crise interne ; il s'est montré incapable d'occuper l'espace que lui avait ouvert la crise économique pour forger une alternative unitaire et devenir un pôle de résistance aux mesures d'austérité.

La crise des pays de l'Est, et notamment l'écroulement de l'ancienne Union soviétique, a aussi pesé sur les élections argentines — l'identification entre stalinisme et socialisme entache tout projet anticapitaliste et socialiste. Par ailleurs, les divisions de la gauche ont favorisé l'offensive de Menem et

atomisé le poids de celle-ci face aux grands partis.

Ces élections ont donc marqué la fin d'une période et le début d'une autre. La gauche devra maintenant faire face à un processus complexe de recomposition sociale et politique dans un climat nouveau. Le laboratoire de la lutte des classes dira si les élections de septembre 1991 légitiment véritablement les politiques gouvernementales en cours ou si elles expriment le désespoir collectif. ★

Buenos Aires, janvier 1991

2) La province de Buenos Aires est une circonscription électorale stratégique à cause de sa population (environ 12 millions d'habitants) et de l'existence de la plus grosse concentration ouvrière du pays. Les secteurs "lutte de classe" du péronisme y ont une forte tradition, ainsi que la gauche marxiste — le MAS avait obtenu des députés en 1987, dans les banlieues ouvrières.

3) Le MODIN est dirigé par le lieutenant Aldo Rico — qui avait pris la tête d'un soulèvement militaire contre Alfonsín à Pâques 1987, à Buenos Aires, et dans la caserne de Monte Caseros, en 1988. Des sondages effectués après les élections ont montré que 12 % de ceux qui avaient voté pour le MODIN votaient avant pour la Gauche unie, coalition du MAS et du PC.

4) C'est à partir de 1991 que la gauche connaît une chute dans ses scores électoraux. Le MAS parvient à peine à garder ses voix dans la province de Buenos Aires — ce qui, dans la crise actuelle, confirme son insertion dans le mouvement social — mais chute fortement dans la capitale fédérale ; le PC perd de nombreuses voix dans toutes les circonscriptions ; le PO augmente son score, mais il reste dans des limites de voix peu significatives.

Le PT, le socialisme et la révolution



La discussion sur le socialisme a été une des plus polémiques du Ier Congrès du Parti des travailleurs (PT) qui s'est tenu fin novembre 1991 à Sao Paulo (1) ; elle s'est soldée par la défaite des courants connus comme la droite du PT, qui présentaient les thèses *Un projet pour le Brésil* (2).

Ce débat a permis au PT de développer des positions beaucoup plus claires que lors de sa dernière rencontre nationale (3), concernant son objectif socialiste.

Jose Correia, membre du courant Démocratie socialiste du PT, résume les termes et les enjeux de cette discussion.

Jose CORREIA



L'ALTERNATIVE proposée par le PT aux peuples d'Amérique latine face au "nouvel ordre international" était ambiguë dans la rédaction initiale des thèses. Un amendement présenté par

les courants de gauche (thèses 9 et 10) précisait que l'« émancipation de l'Amérique latine et la construction d'une société nouvelle passent nécessairement par le dépassement de l'ordre mondial (...) qui assure la domination de ces secteurs qui, dans et hors les pays du continent, en profitent ».

Le congrès a été traversé par une longue polémique sur Cuba ; la majorité des délégués a rejeté aussi bien les arguments de ceux qui revendiquaient un engagement abstrait dans la lutte pour la démocratie à Cuba, en ignorant le contexte concret, que les amendements sectaires qui appelaient les masses cubaines à la révolution politique pour détruire le régime de Fidel Castro. Le texte adopté souligne que l'approfondissement de la démocratie est la meilleure façon de défendre la révolution ; il rappelle la nécessité d'un large mouvement de lutte contre le blocus impérialiste et de soutien aux acquis de la révolution cubaine.

L'identification faite par la droite du PT entre le stalinisme et le "socialisme réel" avec les sources théoriques du marxisme et le véritable mouvement qui a été aux origines de la Révolution russe a été balayée. Un premier texte adopté précise que les processus de bureaucratisation constituent une

négation des sources théoriques et des pratiques qui ont inspiré Octobre 1917.

La révolution d'Octobre

Un autre amendement, qui a été intégré, explique que : « *La Révolution russe a été au cœur de la montée révolutionnaire qui a eu lieu en Europe et en Asie à la fin de la Première Guerre mondiale. Cependant, malgré la résistance opposée à la pression militaire de ses adversaires extérieurs, [la révolution] a souffert une série de défaites croissantes — l'isolement international, survenu à cause des dérives des révolutions dans des pays comme l'Allemagne, l'Italie, la Hongrie et à cause de son encerclement par la bourgeoisie internationale ; la destruction massive du pays et ses conséquences sociales ; la suppression des acquis de 1917 dans le domaine de la démocratie politique ; le pouvoir grandissant dans le nouvel Etat et dans le Parti, qui y était imbriqué, d'une bureaucratie qui s'est autonomisée de tout contrôle, etc.*

» *Ce processus, issu de circonstances "objectives" qui ne peuvent être sous-estimées, est aussi le produit des erreurs commises par les révolutionnaires qui étaient à la tête du nouveau pouvoir — tout cela a provoqué une véritable contre-révolution, qui a dépossédé les travailleurs de l'exercice du pouvoir et qui a concentré [celui-ci] dans les mains d'une bureaucratie transformée en nouvelle couche dominante de la société soviétique.*

A partir de là, des conceptions comme celle de la construction du socialisme dans un seul pays, fondée sur l'étatisation des moyens de production sous contrôle bureaucratique, deviennent prédominantes. Ce modèle, ainsi que la pression matérielle,

politique et idéologique qu'il exerçait, ont pesé de façon décisive sur le cours des processus révolutionnaires postérieurs, comme les révolutions chinoise, yougoslave, vietnamienne, ou même, à un moindre degré, cubaine. »

La démocratie socialiste

La discussion sur le socialisme a été lancée à travers un grand journal, la *Folha de Sao Paulo*, par les députés et dirigeants du PT Jose Genoio et Eduardo Jorge. Ils ont pris violemment parti contre certains amendements proposés par des courants de gauche et adoptés lors du congrès local de Sao Paulo, qui désavouaient les positions des secteurs "sociaux-démocratisants" du parti sur le socialisme, en réaffirmant que « *les idéaux qui étaient à la racine des mouvements sociaux et révolutionnaires tout au long de ce siècle persistent ; ils sont une source d'inspiration pour notre parti, qui s'engage dans la lutte pour le dépassement du capitalisme* » ; ils expriment le projet de société pour lequel nous nous battons — « *Un gouvernement des individus librement associés* » ; la fin de toute forme d'exploitation et d'oppression ; la fin de l'utilisation de la « *force de travail comme une marchandise* », etc. Cet amendement a été finalement adopté au congrès national.

Une autre modification, présentée par les courants de gauche, a été approuvée ; elle traite de l'importance de la démocratie directe dans l'objectif de l'extinction des classes sociales et de l'Etat : « *Le problème des liens entre la forme directe et représentative de la démocratie doit prendre en compte les objectifs de désétatisation de la politique. La démocratie socialiste est basée sur le dépassement croissant de l'aliénation et de l'apathie politique de la majorité de la population, sur un niveau bien supérieur d'activité, de participation, de conscience et d'organisation du peuple. Elle nécessite aussi des conditions socio-économiques différentes de celles actuellement en vigueur, dont une réduction importante du temps de travail.*

» *Dans ce cadre, le dépassement des institutions actuelles, responsables de*

1) Voir *Inprecor* n° 343 du 20 décembre 1991.

2) Divers projets de thèses étaient proposés aux militants du PT : la thèse 5 présentée par la Convergence socialiste, courant trotskyste lié au morénisme (6 à 7 % des délégués) ; la thèse 7 du courant O Trabalho, lambertiste (4 %) ; la thèse 8, *Un projet pour le Brésil* regroupait différents courants de la droite du PT (12 %) ; la thèse 9, *Une voie révolutionnaire pour le PT*, présentée par Démocratie socialiste (section brésilienne de la IVe Internationale) et d'autres secteurs (12 %) ; la thèse 10 regroupait différents secteurs de gauche (10 à 12 %). Enfin la thèse 11, présentée par l'Articulation, la tendance majoritaire, réunissait 47 % des délégués. Son projet a finalement été adopté comme texte de base pour la discussion sur le socialisme et la stratégie, et amendé.

3) Des extraits importants du document adopté par la VIIe rencontre nationale du PT, *Le socialisme pétiste*, avaient été reproduits dans *Inprecor* n° 325 du 1er mars 1991.

l'autonomie importante prise par les gouvernants par rapport au peuple (c'est le cas des mécanismes classiques de la démocratie représentative libérale) est un objectif à poursuivre. Il s'agit d'abolir la distinction entre gouvernants et gouvernés et d'entamer l'extinction des inégalités de classe et celle de l'Etat comme appareil de domination. »

Le PT effectue là une clarification importante par rapport à ses précédents textes ; cela représente une véritable défaite des positions sociales-démocrates dans le parti. Cependant, la discussion sur l'économie et le socialisme a été courte et doit se poursuivre.

La dictature du prolétariat

La seule victoire remportée par la droite du PT a été arrachée lors du débat sur la dictature du prolétariat, et grâce à un accord passé avec le courant majoritaire de Lula, en faisant adopter un amendement contre ce concept.

Selon ce texte, « *Pour nous, la démocratie est à la fois un moyen et une fin. Dire cela implique de récuser tout genre de dictature, même la dictature du prolétariat, qui ne peut être autre chose que la dictature du parti unique sur la société, et même sur les travailleurs (...). Nous luttons pour une société réellement pluraliste ; c'est une raison de plus pour être anticapitaliste, car le capitalisme, en opprimant et en aliénant les individus, n'admet de fait qu'un pluralisme restreint par l'inégalité des conditions et des chances. C'est aussi une raison pour refuser ce qu'on appelle le "pluralisme pour les partis ouvriers" — c'est-à-dire "pour ceux qui pensent comme nous" — historiquement, il ne peut se concrétiser que comme une expression transitoire de la dictature du prolétariat. »*

Cet amendement tire un trait d'égalité entre le stalinisme et la dictature du prolétariat — cette assimilation est aujourd'hui présente dans l'esprit d'une partie importante des militants du PT et des mouvements sociaux. Il introduit une confusion théorique sur la question, en réduisant ce concept à son interprétation stalinienne et en affirmant que la dictature du prolétariat ne peut exister que comme dictature du parti unique.

Les courants révolutionnaires non dogmatiques du PT ont voté contre cet amendement, car ce concept fait partie du système théorique marxiste classique d'analyse de l'Etat (même si le terme de "dictature du prolétariat" est malheureux et correspond surtout à l'horizon historique et intellectuel du XIXe siècle). Mais, dans la mesure où le texte adopté n'entame pas la discussion sur la théorie de l'Etat, son caractère de classe, la nécessité de détruire l'Etat bourgeois et de mettre sur pied un nouveau pouvoir de

Pluralisme et droit de tendance

La question des tendances a concentré une partie importante des débats sur le fonctionnement du PT. La position finalement adoptée assure le droit effectif de tendance, tout en essayant de dépasser des problèmes surgis dans la pratique.

Le congrès a discuté de deux projets de fonctionnement. L'un, qui s'appuie sur la réglementation actuelle du droit de tendance, propose de l'améliorer, d'élargir la démocratie et le pluralisme, pour débloquer la vie interne du PT. L'autre, présenté au départ par l'Articulation et la droite, prônait la suspension de certaines prérogatives, ce qui revenait à une restriction du droit de tendance — tout en reconnaissant ce droit comme essentiel, elle supprimait la possibilité d'entretenir des relations internationales, d'avoir une imprimerie et une formation politique, un siège et des finances. Une telle modification aurait détruit ou inversé le processus de synthèse qui a constitué le PT, et ouvert la voie aux exclusions.

Finalement la conception majoritairement adoptée prévoit que :

« Les tendances pourront maintenir des espaces [d'expression], mais leur utilisation pour organiser des activités externes au PT ou pour des réunions avec de non-affiliés sont interdites. (...) On recommande aux tendances de se réunir dans les locaux du parti [leurs activités doivent être ouvertes à tout militant du PT].

» Les différentes tendances pourront produire des bulletins d'information à l'intérieur du parti, ou des publications sur le débat politique théorique, avec des propositions sur la conjoncture et le mouvement social. La publication de tout matériel, journal, revue ou tout autre moyen de communication qui vise à donner des orientations et à organiser l'intervention politique autonome des tendances dans le mouvement social est interdite, ainsi que la diffusion des positions des tendances à l'extérieur du PT. (...)

» Les tendances peuvent conserver des mécanismes de collecte de ressources à condition que cela ne porte pas préjudice aux finances du parti (...).

» Les relations internationales sont du domaine exclusif du parti, par le biais de ses instances de direction. La direction nationale poursuivra les relations internationales entretenues par ses tendances dans la perspective de les assumer elle-même, si elles correspondent à la politique définie par le parti. (...)

» Les tendances du PT ne peuvent exiger ou contraindre leurs militants à un centralisme obligatoire. Les délibérations ou les positions des tendances ne peuvent pas se superposer ou s'opposer à la mise en pratique des décisions du parti. »

Extrait de Em Tempo, décembre 1991

classe, le rejet par le PT de la dictature du prolétariat ne constitue pas un préjudice majeur pour les positions révolutionnaires qui existent en son sein. Pour les marxistes révolutionnaires, la dictature du prolétariat a toujours été comprise comme la démocratie socialiste organisée dans un cadre pluraliste, capable d'intégrer tous les courants qui acceptent la légalité établie par le pouvoir des travailleurs, né de l'écrasement de l'appareil de domination bourgeoise.

Le nouveau pouvoir

Un amendement proposé par les courants de droite défendant la non-violence a été rejeté par le congrès.

En outre, une autre modification présentée par les courants de gauche qui soutenaient les thèses 9 et 10 a été adoptée ; elle explique que « *le pouvoir politique se construit au quotidien dans les luttes, dans le syndicat, dans l'organisation à l'usine, dans le comité d'entreprise, dans l'association de quartier, à l'école ou à la campagne. (...)* Ce pouvoir populaire, entre temps, a un caractère limité par les institutions dominantes

dans la société capitaliste et par le rapport des forces sociales — dans des situations politiques particulières, il peut prendre un caractère nouveau, s'étendre et se généraliser. »

Enfin, des amendements présentés par les commissions du PT chargées de l'intervention dans le mouvement de masse ont été adoptées concernant les femmes, la question raciale, etc. (4).

La discussion sur le socialisme est donc positive. Le PT réalise, à ce niveau, des progrès clairs dans les positions socialistes et révolutionnaires. ★

Em Tempo, décembre 1991



4) Une proposition issue de la commission de femmes déléguées au congrès, visant à instaurer un quota minimum de 30 % de femmes dans les instances de direction du P,T a été adoptée.

Les oubliés de la guerre

Voilà un an, l'impérialisme nord-américain et ses alliés n'ont pas haut et fort leur peur des ambitions du dictateur irakien Saddam Hussein. Mais ils craignent encore plus les effets de tout mouvement de révolte aussi des masses opprimées d'Irak, en particulier des Kurdes — comme on l'a vu à la fin de l'opération Tempête du Désert, quand le régime de Saddam Hussein a pu librement réprimer les soulèvements du Sud de l'Irak et des Kurdes (1).

Voici le témoignage de Saman, Kurde irakien, qui a visité son pays natal durant l'été 1991 ; il revient notamment sur le soulèvement kurde de mars 1991 et sur la situation actuelle.

TEMOIGNAGE



APRÈS l'accord de paix d'août 1988 marquant la fin de la guerre avec l'Iran, le régime irakien lança une grande offensive contre les Kurdes. Les forces militaires irakiennes effacèrent de la carte 4 000 villages et

20 villes moyennes kurdes ; à 60 reprises, des gaz chimiques furent utilisés contre les Kurdes. Le mouvement armé kurde et de nombreux civils durent fuir à travers les montagnes en direction de l'Iran et de la Turquie.

Aujourd'hui, pour la première fois, il existe des zones kurdes libérées en Irak. Selon Saman, les Kurdes contrôlent les deux tiers du Kurdistan. Depuis son départ de la région, les villes d'Erbil et de Sulaimaniya ont été reprises par les Kurdes. « Beaucoup de ceux que j'ai rencontrés pensaient qu'il y avait quelque chose à faire et à construire. Dans l'ensemble de l'Irak, la population est plus courageuse qu'avant car l'appareil répressif du régime s'est effondré. La police de Saddam Hussein et les forces armées ne contrôlent plus grand chose. Les gens qui ont occupé les bâtiments de la police durant le soulèvement ont brûlé toutes les archives contenant des renseignements sur les dissidents. »

La guerre lancée par l'armée impérialiste contre l'Irak, en 1991, a eu des effets moins graves au Kurdistan que dans le reste du pays :

« Il n'y avait pas là de cibles stratégiques et les bases militaires sont à l'extérieur des grandes villes. La ville de

Kirkouk a cependant été bombardée une fois. Il y a eu des centaines de morts, mais les attaques ont été moins intensives que dans le Sud. »

La rébellion kurde

Début mars 1991, quand la défaite de Saddam Hussein est devenue évidente, la rébellion kurde a commencé. « C'est parti de la ville de Rahnia. Quelques dizaines de manifestants ont défilé dans les rues dès l'annonce de la défaite de Saddam, à l'initiative, paraît-il, d'un petit groupe communiste. En quelques heures, toute la ville s'est soulevée et la population a occupé les casernes militaires voisines. Puis, la révolte s'est étendue de ville en ville. Ce fut un soulèvement spontané.

« Au départ, des petits groupes étaient très actifs ; ensuite, les "ânes" [nom péjoratif des milices kurdes, ndlr] sont entrés dans la danse (2). La direction des "ânes" suivait Saddam Hussein, mais leur base était entièrement constituée d'hommes ayant refusé d'aller faire la guerre. Ainsi, quand la révolte a démarré, beaucoup d'entre eux ont tourné leurs armes contre le régime. Ensuite, la direction des "ânes" s'est également rangée du côté du peuple, parce que, dans tout l'Irak, les gens pensaient : "Saddam est fichu."

« La rébellion s'est rapidement développée. Fin mars 1991, Kirkouk, la plus grande ville du Kurdistan, est tombée. Ses habitants se sont soulevés alors que les forces armées kurdes approchaient. Les soldats gouvernementaux ont alors jeté leurs fusils et ont fui. Dans beaucoup de villes, les gens ont formé des comités, avec des représentants élus pour diriger les combats de rue et contrôler la distribution des rations alimentaires. »

Saman souligne que les grandes organisations kurdes, qui ont traditionnellement dirigé la lutte — le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani —, n'avaient pratiquement pas d'influence sur la rébellion à ce moment-là. Son amertume est manifeste, quant à leur action durant la rébellion : « Ils ne sont pas revenus avant la libération de la moitié du Kurdistan. Quand la population a pris Kirkouk, Barzani et Talabani sont rentrés et ont essayé d'organiser des rassemblements. Il ne leur restait presque plus rien, ni forces armées, ni base populaire. Leur premier objectif a été de reprendre le contrôle du mouvement de masse.

« Au lieu de renforcer les comités pour développer le soulèvement, ils les ont combattus car ils les voyaient comme des concurrents. A Sulaimaniya, ces organisations ont même utilisé des armes pour attaquer les comités. Dans le même temps, ils ont complètement accaparé l'alliance avec les Etats-Unis pour "négocier" un Etat kurde pour eux. »

Saman est aussi très critique envers les directions de ces deux organisations parce qu'elles n'ont pas préparé la résistance à la contre-offensive de Saddam Hussein, que tout le monde prévoyait : « Ils n'ont pas utilisé le potentiel du mouvement de masse, ni la force du soulèvement. C'est encore plus incompréhensible si l'on tient compte du niveau d'éclatement de l'armée irakienne, dont les soldats se demandaient : "Pour qui nous battons-nous" ? »

Sanglante contre-offensive

Saddam Hussein et son armée ont lancé sa contre-offensive au début avril 1991, utilisant des hélicoptères contre Kirkouk : « Ils ont commencé par les airs, comme ils l'avaient appris des Nord-Américains. Ensuite, ils ont utilisé des missiles Sol-Sol, du type des Scud, mais avec une portée plus réduite. La destruction de Kirkouk a été massive, certains quartiers ont été enterrés.

« Les gens ont pris la fuite. Il y a eu une réaction en chaîne : quand les fuyards atteignaient les villes plus au nord, leurs habitants partaient aussi. Au moins 2,5 millions de Kurdes ont fui vers l'Iran ou la Turquie. »

La contre-offensive irakienne s'est arrêtée à une dizaine de kilomètres au nord d'Arbi, à cause, selon Saman, des réactions de l'opinion internationale et du fait que les

1) Voir *Inprecor* n° 328 et 329 des 12 et 26 avril 1991.

2) Tous les régimes ont essayé de recruter des Kurdes à leurs fins. Lors de la guerre contre l'Iran, de nombreux Kurdes ont fui dans les montagnes plutôt que de rejoindre l'armée. Saddam leur a offert une solution, leur permettant de rentrer dans les milices kurdes. Ainsi, avant la rébellion, il y avait 300 000 hommes armés au Kurdistan.

forces kurdes, retranchées dans les montagnes, recommençaient à se battre.

Le 18 avril 1991, l'armée des Etats-Unis est arrivée au Kurdistan et a commencé à former des "zones de sécurité" au nord du pays pour les Kurdes :

« Ils ont annoncé qu'ils venaient protéger les Kurdes, mais, en fait, leur seul but était de résoudre le problème des réfugiés, qui risquait de menacer la Turquie. »

Lors de la visite de Saman dans les zones libérées, des négociations avaient déjà lieu entre les dirigeants kurdes et Saddam Hussein à Bagdad. Il critique le secret qui entoure ces négociations : « Les gens savaient que les dirigeants kurdes embrassaient Saddam à Bagdad, mais on ne leur disait rien sur le résultat des négociations. Le soutien international envers les Kurdes n'avait jamais été si important, mais ils ne le savaient pas non plus. »

La responsabilité des organisations kurdes

Selon Saman, les organisations kurdes traditionnelles « ne veulent pas construire un mouvement de masse, car elles craignent qu'il leur échappe. Ainsi, depuis leur retour, elles ont essayé de faire reculer le mouvement de masse et ont acheté le soutien de la direction des "ânes". C'est aussi pour cela qu'elles ont entamé des discussions avec Saddam Hussein, dès qu'elles se sont rendues compte que les Etats-Unis et leurs alliés ne les soutenaient pas.

« Saddam Hussein et les dirigeants kurdes sont tout aussi affaiblis et ont donc intérêt à négocier. Les deux parties doivent gagner du temps, afin de reconstruire le rapport de forces ».

D'après Saman, au printemps 1991, il aurait été tout à fait possible de faire la jonction entre le soulèvement kurde et la rébellion du Sud du pays : « En Occident, on a dit que la rébellion du Sud était le fait des musulmans chiïtes, mais ce n'est pas le plus important. La révolte a commencé alors que l'armée battait en retraite, après sa défaite au Koweït. Quand les soldats sont entrés à Bassorah, il paraît qu'un officier a lancé son tank contre une statue de Saddam en hurlant : "Pendant combien de temps allez-vous rester aussi lâches ? Réveillez-vous !" ».

« En août 1991, des gens disaient que des centaines de milliers de civils étaient encore encerclés par l'armée de Saddam dans le Sud. Cela a été un vrai massacre. Il paraît que l'armée de Saddam a tué plus de

civils en écrasant les soulèvements que l'armée occidentale durant la guerre elle-même. En Europe, l'on n'a pas rapporté qu'il y avait eu des soulèvements à Bagdad même, comme par exemple dans le faubourg populaire de Saddam City ; le gouvernement a utilisé l'artillerie au cœur même de la capitale. »

Quand Saman était au Kurdistan, de nombreux réfugiés revenaient ; des camps de réfugiés longeaient toute la route depuis la frontière turque.

Durant l'automne 1991, une autre vague de réfugiés est rentrée. A ce moment on trouvait encore assez de nourriture au Kurdistan car les

frontières entre l'Irak et la Turquie étaient ouvertes : « Il y avait de tout au marché noir, mais très cher. » Depuis lors, le gouvernement irakien pratique un blocus économique du Kurdistan, où sévit une misère semblable à celle du reste de l'Irak.

« Les gens attendaient un vrai changement et disaient que si les négociations n'aboutissaient pas, il y aurait une autre guerre. La plupart des gens que j'ai rencontrés soutenaient les organisations kurdes, en absence d'autres alternatives ; beaucoup d'intellectuels sont critiques. »

A l'automne 1991, les négociations se sont terminées par une impasse. Saddam avait présenté une proposition d'autonomie limitée, mais la ville la plus importante, Kirkouk, centre de la zone pétrolière, devait rester irakienne. La demande kurde d'établissement de ses propres lois a été rejetée ; le pays continuerait à avoir une police, une armée et un budget communs décidés à Bagdad, à de rares exceptions près.

Le PDK de Barzani s'est dit prêt à accepter cette offre, alors que Talabani la refusait. Saman attribue cela, entre autres, aux récents contacts diplomatiques entre les dirigeants kurdes et le gouvernement turc. La Turquie a vaguement promis une espèce d'autonomie kurde dans le cadre de l'Etat turc : « Si Talabani et l'UPK croient qu'ils pourront obtenir le soutien de la Turquie, ils n'ont pas intérêt à passer des compromis. »

Saman est pessimiste, mais il n'exclut pas qu'un nouveau soulèvement éclate au Kurdistan : « Les gens que j'ai rencontrés dans les zones libérées sont prêts. Tout le monde connaît la faiblesse de l'armée gouvernementale. Il y a plus de 100 000 hommes armés kurdes dans les montagnes, qui contrôlent l'une des structures militaires les plus modernes d'Irak. »

Peu avant Noël 1991, ce projet a été

confirmé par une interview donnée par Talabani, qui demandait aux Kurdes de se préparer pour une nouvelle guerre contre Saddam Hussein. « Mes amis du Sud ont évoqué l'ampleur du mécontentement. Un de mes parents de Bagdad est mort d'une brûlure peu importante après que la famille a essayé sans succès, pendant une semaine, de trouver une place dans un hôpital. La nourriture et les médicaments font cruellement défaut (3). On signale des manifestations constantes contre le régime. Même les généraux sont mécontents de Saddam. »

« Certains observateurs pensent que les sanctions [internationales, ndlr] jeteront la population irakienne dans les bras de Saddam face aux menaces extérieures, mais c'est faux. Personne ne soutient Saddam — c'est lui qui a commencé la guerre, et le pays est détruit. Cependant les sanctions développeront probablement des sentiments anti-impérialistes. » ★

Internationales, 11 décembre 1991

3) Voir Inprecor n° 345 du 31 janvier 1992.

En Turquie aussi

Au début de l'"ère de la démocratisation" et alors que le leader du Parti ouvrier du Kurdistan (PKK) s'était déclaré prêt à un dialogue pour créer un climat favorable à une solution politique du problème kurde en Turquie, le gouvernement du nouveau Premier ministre Demirel applique toujours la "solution" militaire et répressive.

A la fin décembre 1991, l'armée turque a mené des raids aériens contre le PKK, tuant 14 personnes — les avions turcs utilisaient des armes chimiques. Le 24 décembre, les familles de ces militants morts ont réclamé leurs corps, ce qui leur a été refusé par le commandement local de l'armée. L'agitation s'est alors emparée de deux villes kurdes, Lice et Kulp, et les forces de sécurité ont ouvert le feu sur la foule tuant neuf personnes. En représailles, les guérillas du PKK ont attaqué un poste de gendarmerie. Le 26 décembre, en signe de protestation, les commerçants de plusieurs villes kurdes ont refusé d'ouvrir leurs portes et les élèves des collèges n'ont pas assisté à leurs cours.

Ce n'est là qu'un exemple parmi tant d'autres des exactions commises par les autorités turques au Kurdistan ★

Source : Info-T rk, 11 décembre 1991

La grande grève n'a pas eu lieu

Les négociations des conventions collectives dans la sidérurgie étaient les premières d'une série de négociations dans de multiples autres branches : banques, commerce, métallurgie et services publics. Leur déroulement représentait donc un signal important pour l'ensemble des salariés allemands (1).

Manuel KELLNER



LES DISCOURS officiels étaient évidemment hostiles à toute hausse salariale ; l'augmentation initiale demandée par l'IG-Metall, 10,5 %, a été vivement dénoncée (2). Les représentants des associations patronales demandaient « un tournant décisif en matière de salaires » (soit leur gel), tout comme les politiciens chrétiens-démocrates et le chancelier Kohl lui-même, qui a fait appel à la « modération salariale ». Les libéraux de choc, tels le ministre Möllemann et le chef du Parti libéral (FDP), Graf Lambsdorff — inculpé pour fraude fiscale —, mais aussi une partie des dirigeants sociaux-démocrates appelaient — contre la direction syndicale de l'IG-Metall — à « plus de responsabilité » dans les revendications.

Reuter, chef de la direction de l'entreprise du groupe Daimler-Benz, était de ceux qui, dans le camp du patronat, étaient prêts à aller à l'affrontement avec les travailleurs : « Nous ne devons pas refaire la faute pour esquiver le risque d'une grève pour 0,5 % de plus. » Le président du syndicat patronal de la métallurgie, Gottschol, revendiquait même la révision des acquis en matière de réduction du temps de travail à 35 heures, « pour mieux se préparer au Marché européen de 1993 ». Le président d'une autre association industrielle, Stihl, reprochait aux syndicats de faire « le jeu des concurrents d'Asie ».

Après neuf rencontres officielles de négociation avec l'IG-Metall, aucun résultat n'était intervenu. Les patrons proposaient une augmentation d'ensemble de 5,4 % où ils faisaient intervenir bon nombre de différenciations (contractuels/employés ; jeunes/plus âgés, etc.), ce que les syndicats refusaient absolument. Par ailleurs, des

propositions de compromis de représentants des salariés ne trouvaient pas plus grâce aux yeux des patrons.

Un vote massif

Dès le 26 janvier 1992, l'IG-Metall commença à organiser un vote concernant l'éventualité d'une grève dans le Nord-Ouest — la plus grande concentration sidérurgique avec les groupes Thyssen, Krupp-Mannesmann, Hoesch, Klöckner, regroupant un grand nombre des 3,6 millions adhérents de l'IG-Metall. Le résultat a été clair : le nombre des partisans de la grève a dépassé les 75 % prévus par les statuts du syndicat : 86,8 % des travailleurs se sont prononcés en faveur du mouvement ! Ce résultat a été annoncé publiquement le 31 janvier, et des syndicalistes ont commencé à préparer la grève dans toutes les aciéries.

Ce mouvement a trouvé un certain écho en Europe ; les salariés de nombre de pays frappés par l'austérité ont commencé à tendre l'oreille : est-il donc possible, en Allemagne, d'arracher des augmentations salariales ? Le syndicalisme allemand — puissant par le nombre de ses adhérents, mais aussi frappé par l'offensive idéologique qui a suivi la réunification — relançait une offensive qui pouvait faire boule de neige dans d'autres pays. L'inquiétude s'est répandue dans les milieux patronaux et parmi la classe politique. La presse bourgeois a commencé à se demander si c'était bien le moment de se risquer dans un conflit social au prix incalculable : l'air n'est-il pas assez chargé, à cause de la facture de l'unité allemande de plus en plus difficile à gérer, de l'explosion du chômage et de la misère d'un nombre croissant de laissés-pour-compte, notamment dans les Lander de l'ancienne République démocratique allemande (RDA) ?

Le dirigeant social-démocrate du gouvernement de Rhénanie-Westphalie, Johannes Rau, a rappelé l'ampleur de la grande grève de l'acier de 1978-1979 et

l'importance de la lutte des travailleurs de la Rheinhausen contre les licenciements massifs en 1987-1988. Cependant, il semblait difficile de faire avaler un compromis « boiteux » aux travailleurs de l'acier ; Rau s'efforçait donc de faire plutôt pression à la fois sur les directions de l'IG-Metall et de l'association patronale pour briser l'élan du conflit.

La manœuvre a finalement réussi et a abouti à un compromis. Sans revenir sur les détails et les différents niveaux de l'accord, l'IG-Metall peut se targuer d'avoir obtenu une augmentation d'ensemble « clairement supérieure à 6 % » — au départ, les patrons ne proposaient que 5,4 % — et aussi le rattrapage des salaires de base dans la métallurgie et l'acier. Le syndicat sort donc la tête haute.

Mais, dans la sidérurgie, le résultat des négociations a été accepté avec des grincements de dents — 38,47 % des salariés ont voté contre. Dans les autres branches, l'accord apparaît comme un point de départ plus ou moins encourageant pour l'avenir. Mais il faut rappeler que 6 % d'augmentation ne suffit pas pour rattraper les pertes de salaire dues à l'inflation et aux nouvelles taxes spéciales (« les taxes de solidarité ») créées suite à l'Anschluss. Et la lutte, elle... n'a pas eu lieu.

Les menaces de grèves, des débrayages d'avertissement et quelques manifestations ont exercé une pression, mais l'expérience de lutte dans le nouveau contexte allemand n'a guère avancé. La convention collective signée se limite strictement aux salaires — ce qui est significatif de l'état du mouvement ouvrier. Celui-ci n'a pas su répondre à des attaques d'envergure comme celle que représente la fusion des groupes Krupp et Hoesch, qui va certainement coûter des milliers d'emplois, ni au clivage social de plus en plus accentué entre l'Est et l'Ouest — 600 000 habitants de l'ancienne RDA font quotidiennement ou hebdomadairement le voyage pour vendre leur force de travail à l'Ouest —, ni la vaste politique d'austérité que la bourgeoisie prépare pour faire payer aux salariés le « coût » de l'unité allemande.

Le résultat de ce « non conflit » dans la sidérurgie matérialise le rapport de forces qui existe aujourd'hui en Allemagne. Le poids de la classe ouvrière à l'Ouest reste énorme, mais, elle ne parvient pas encore à surmonter l'attitude défensive dans laquelle elle se trouve depuis 1989. ★

Cologne, 25 février 1992

1) Voir *Inprecor* n° 335, 339 et 346 des 19 juillet, 25 octobre 1991 et 14 février 1992.

2) L'IG-Metall regroupe actuellement les salariés de la métallurgie et de la sidérurgie sur l'ensemble du territoire allemand.

Grève contre la violence raciste

Depuis trois mois, la Suède — et surtout Stockholm — est secouée par une vague de violence raciste sans précédent. En novembre 1991, cinq immigrés ont été blessés par balles et un étudiant iranien a été tué. Fin décembre 1991 et début janvier 1992, il y a eu une série d'attentats à la bombe lors du jugement de deux membres du groupuscule fasciste Résistance blanche et aryenne.

Fin janvier 1992, cinq attaques ont eu lieu à Uppsala et à Stockholm en cinq jours ; deux Turcs et un Palestinien ont été grièvement blessés et trois autres immigrés se sont aussi fait tirer dessus. Au même moment, dans tout le pays, des épiciers étrangers ont subi des attaques physiques.

Cette flambée de violence raciste domine aujourd'hui le débat politique suédois. Stockholm est en état de choc et les immigrés craignent pour leur vie. Des manifestations de solidarité avec les immigrés ont été organisées dans tout le pays. A l'initiative de la Ligue nationale kurde, 15 organisations immigrées ont appelé à une heure de débrayage, entre 10 et 11 heures du matin, le 21 février 1992. Un comité a été formé pour organiser la grève, avec le soutien de la Ligue nationale pour en finir avec le racisme.

Un des objectifs déclarés de cette grève était de montrer ce qu'il adviendrait de l'économie suédoise si tous les immigrés ne travaillaient plus. Le premier appel du comité de grève laissait cependant la porte ouverte à toutes les organisations suédoises ou aux individus qui désiraient « apporter leur soutien de la manière qu'ils jugent la plus utile ».

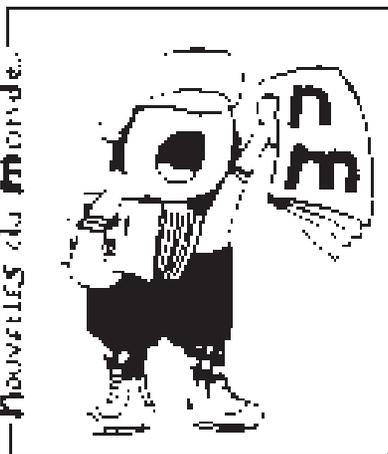
Même le ministre des Affaires sociales (membre du Parti du peuple libéral, l'une des quatre composantes de la coalition bourgeoise au pouvoir — voir *Inprecor* n° 337 du 27 septembre 1991) a publiquement apporté son soutien à cette grève. Le roi Karl-Gustav XIV a aussi condamné

la violence, en déclarant : « Il est nécessaire que nous nous regroupions et que nous chassions l'injustice de notre société. »

Les dirigeants syndicaux se sont divisés quant à l'attitude à adopter vis-à-vis de cette grève. La Fédération des employés suédois (SAF) a présenté la grève comme "archaïque" mais ne l'a pas ouvertement condamnée. Le Premier ministre conservateur, Carl Bildt, doit faire face à de multiples pressions. Il ne s'est pas opposé à la grève, mais il a dit qu'il ne s'agissait « peut-être pas d'une bonne idée ». Pour condamner les attaques, il s'est borné à déclarer : « Nous sommes, bien sûr, contre toute espèce de criminalité. » Il a ajouté que le racisme était un « problème périphérique » de la société, et il a suggéré que les attentats étaient peut-être le fruit de règlements de comptes entre malfrats !

La grève a eu un immense succès, tant au niveau de la participation des immigrés que de la solidarité de la population suédoise — plus de 1 million de personnes ont participé à des débrayages, rassemblements et manifestations dans tout le pays. A l'usine de camions Scania, au sud de Stockholm, la production s'est interrompue pendant une heure ; les deux principales chaînes de montage de l'usine Volvo de Göteborg ont été arrêtées pendant dix minutes — dans les deux cas, une minute de silence à la mémoire des victimes des crimes racistes a été observée et les travailleurs suédois se sont solidarisés avec leurs collègues immigrés. 8 000 personnes ont manifesté dans les rues de Göteborg — soit plus qu'habituellement au Premier Mai. Le personnel immigré des hôpitaux a débrayé pendant une heure, retardant l'horaire des repas. Tous les transports collectifs des grandes villes se sont interrompus pendant au moins cinq minutes. Les chauffeurs de taxi immigrés de Stockholm ont organisé une caravane entre l'aéroport et le centre-ville, provoquant un énorme embouteillage.

Plus de 300 000 collégiens et lycéens ont interrompu les cours pour participer à des manifestations. Enfin, un grand meeting a réuni plusieurs milliers d'étudiants sur le campus de l'Université de Stockholm. ★



Nouvelles du monde.

La chasse aux sorcières est ouverte !

L'Assemblée fédérale de Tchécoslovaquie, sous la pression du ministre des Finances, Vaclav Klaus, et du Parti civique démocratique, a voté une loi, le 20 décembre 1991, qui menace de un à cinq ans de prison « toute personne soutenant ou impulsant (...) le fascisme ou le communisme ».

Un premier texte avait décrété l'expropriation des biens de l'ancien Parti communiste, en mai 1990. La loi de la lustration — terme alambiqué pour dire "épuration" — en octobre 1991, visait les personnes ayant collaboré avec l'ancien régime, les membres des anciennes milices, et les petits et grands "digni-

taires" du Parti communiste qui se voyaient exclus de la fonction publique pour cinq ans (voir *Inprecor* n° 339 du 25 octobre 1991). Enfin, aujourd'hui c'est une véritable chasse aux sorcières qui s'ouvre en Tchécoslovaquie.

Des réactions ont déjà eu lieu dans ce pays même (notamment de la part d'anciens militants du Printemps de Prague) et au niveau international, dont cette *Lettre ouverte à Vaclav Havel* que nous reproduisons.

« *L'amendement au Code pénal adopté par une majorité de députés au Parlement de Prague criminalise ceux qui propagent les "idées communistes" et la "haine de classe" assimilées au fascisme et à la haine raciale. Ce déni de démocratie autoriserait à brûler Le Capital, à condamner des individus non pour des actes avérés, mais pour leurs idées...* »

« *Nous, qui sommes solidaires des victimes de la répression stalinienne, et qui, pour cette raison, avons soutenu la lutte de Vaclav Havel pour la démocratie, et partagé les espoirs de la "révolution de velours", nous pensons avoir le droit, aujourd'hui, de demander au président de la République fédérative tchèque et slovaque d'user de toute son autorité pour obtenir l'abolition de cet amendement liberticide.* »

Premiers signataires :

Madeleine Rébérioux, présidente de la Ligue des droits de l'homme, France ; Gilles Martinet, ambassadeur de France ; Mgr Jacques Gaillot, évêque d'Evreux, France ; Petr Uhl, député de Prague ; Yves Jouffa, président d'honneur de la Ligue des droits de l'homme, France ; Michel Vovelle, directeur de l'Institut d'histoire de la Révolution, France ; Marc Terwagne, coordinateur de la commission "relations internationales" du Parti Ecolo de Belgique ; Peter Von Oertzen, membre de la direction du Parti social-démocrate d'Allemagne (SPD) ; Daniel Bensaïd, universitaire, France ; Gilles Perrault, écrivain, France ; Hugo Van Dienderen, député AGALEV, Belgique ; José Luis Lopez Aranguren, écrivain, Etat espagnol ; Carlos Saura, cinéaste, Etat espagnol ; José Antonio Gimbernat, président de l'Association des droits de l'homme, Etat espagnol ; Antonia Garcia Santesmases, membre du comité fédéral du PSOE, Etat espagnol ; Jacques Bourgaux, vice-président de l'Association belge des juristes démocrates ; Wolfgang Thierse, vice-président du SPD d'Allemagne. ★

TUNISIE

Sous le joug de la répression

Après s'en être pris aux intégristes, le régime tunisien de Ben Ali s'attaque aujourd'hui à la gauche dans son ensemble et au mouvement démocratique. Les 4 et 13 janvier 1992, des militants de l'Organisation communiste révolutionnaire (OCR, section tunisienne de la IVe Internationale) avaient été arrêtés à la suite d'une diffusion de tracts dénonçant l'austérité et la répression qui frappe les intégristes (voir *Inprecor* n° 344 du 17 janvier 1992). Après avoir subi des tortures en prison, dix d'entre eux viennent d'être condamnés à des peines allant de deux à treize mois de prison ferme, sous les chefs d'inculpation d'appartenance à une organisation illégale, de diffusion de tracts sans autorisation et d'atteinte à la sécurité publique.

Vous pouvez protester contre ce jugement, en écrivant au ministère de l'Intérieur, avenue Habib Bourguiba, Tunis — envoyer une copie à la Ligue tunisienne des droits de l'homme, fax : 216 1 79 54 66. ★

La “bonne” dictature continue à sévir

POUR s’être placé du “bon” côté, celui de la sainte alliance réactionnaire, le régime de Hafez El-Assad est considéré comme un partenaire fréquentable, voire même utile, par ceux-là mêmes qui feignent de s’indigner des prouesses répressives du régime irakien. Or, la tyrannie baassiste syrienne a peu à envier au chapitre de la répression à celle de ses “frères ennemis” d’Irak.

La loi martiale est en vigueur en Syrie depuis 29 ans sans interruption : elle a été décrétée en 1963, à l’avènement du pouvoir baassiste et maintenue depuis. L’engagement syrien dans la conférence de paix sur le Moyen-Orient parrainée par Washington ne change rien à l’état de “guerre” imposé à la population syrienne.

Les droits de l’homme sont une notion inconnue pour la dictature baassiste. Tout individu peut se retrouver, du jour au lendemain, arrêté, torturé et maintenu indéfiniment en prison sans aucune forme de procès. Certains sont dans cette situation depuis plus de vingt ans !

Record de barbarie

Le score est impressionnant : près de 10 000 détenus politiques, allant des intégristes islamiques à l’extrême-gauche révolutionnaire représentée par le Parti d’action communiste (PAC), en passant par les diverses composantes de l’opposition nationaliste ou communiste au régime. Chaque année apporte son lot d’arrestations, souvent tout à fait arbitraires. Une partie est relâchée après interrogatoire musclé ; en 1991, quatre prisonniers politiques sont morts sous la torture.

En décembre 1991, pourtant, le ministère de l’Intérieur syrien avait annoncé une grande vague de remises en liberté, près de 3 000. Ceci avait suscité de grands espoirs quant à une “libéralisation” éventuelle du régime, qui aurait été inspirée par les événements d’Union soviétique et d’Europe de

Le contraste frappant entre le traitement réservé par les puissances imperialistes, États-Unis en tête, chacune des deux dictatures baassistes jumelles d’Irak et de Syrie, estloquent quant à l’hypocrisie de leurs prétentions face Saddam Hussein.



l’Est et par le désir d’acquérir une nouvelle respectabilité dans le cadre de la nouvelle situation mondiale.

En fait, un millier de détenus seulement semblent avoir été libérés, dont beaucoup étaient incarcérés depuis une dizaine d’années. Toutefois, la “libéralisation” attendue s’arrêta là, pour être suivie d’une nouvelle vague d’arrestations, comme si le régime n’avait relâché d’anciens détenus que pour faire de la place à de nouveaux. Les prisonniers libérés sont d’ailleurs, en majorité, des Frères musulmans probablement concédés à l’Arabie saoudite, principal bailleur de fonds de la dictature baassiste, et d’anciens partisans du Baas irakien de Saddam Hussein, jugés probablement repentis.

L’année 1992 avait à peine commencé que le régime syrien lançait une nouvelle offensive répressive, particulièrement acharnée. Les premiers touchés furent, cette fois-ci, les Comités de défense des libertés démocratiques et des droits de l’homme en Syrie (1). Six militants des CDF ont été arrêtés et soumis à la torture. L’un d’entre eux, maître Aktham Nouaisseh, avocat, a dû être transféré à l’hôpital. Son état est préoccupant.

Le 1er février, un des quinze services de renseignement (probablement un record mondial !) de la dictature syrienne arrêtait, dans une rue de Damas, deux des principaux dirigeants du Parti d’action communiste : Abdel Aziz Al-Khayer, médecin, et Bahjat Chaabou, ancien étudiant en médecine. Les deux militants, passés depuis longtemps dans la clandestinité, étaient activement recherchés par toutes les polices du régime. La compagne du premier avait été libérée récemment, après cinq années de détention à

titre d’otage ! D’autres militants et militants du PAC ont également été arrêtés.

Ils maintenaient sur pied l’activité du PAC, dans des conditions relevant de l’héroïsme : activités internes — y compris publication ininterrompue d’un bulletin de discussion —, et publiques, avec notamment la parution — certes irrégulière — de l’organe du PAC : *Al-Raya Al-Hamra (Le Drapeau rouge)*. Ils sont aujourd’hui soumis à une torture féroce, visant à démanteler l’appareil de cette organisation en liberté. D’autres militants ont d’ores et déjà pris la relève ! Ils demandent notre soutien.

La IVe Internationale lance une campagne internationale de solidarité avec les détenus de l’opposition démocratique et de gauche syrienne et, en particulier, les camarades du PAC. ★

20 février 1992

* Envoyez des télégrammes de protestation à l’ambassade ou au consulat de Syrie de votre pays — c’est plus efficace de les envoyer directement en Syrie



Descente aux enfers

Membre du PAC, Jamal Hasseino — né en 1948, employé à la banque du Crédit populaire, marié et père de deux enfants — avait été arrêté le 6 mai 1990, sur dénonciation d’un indicateur qui l’avait vu en possession d’un communiqué politique de cette organisation. Il a été brutalement torturé, puis jeté en prison malgré son état de santé critique — Jamal avait subi une opération chirurgicale suite à l’apparition d’une tumeur cérébrale, et devait suivre un traitement par irradiation pour prévenir un nouveau développement de la tumeur. Son maintien en détention équivalait à un arrêt de mort.

En prison, Jamal Hasseino a perdu l’usage de la parole, puis a évolué vers un état proche du coma. Il a été relâché le 25 juillet 1991. Quelques jours plus tard, le 12 août, il s’éteignait pour rejoindre la longue liste des martyrs de l’opposition de gauche syrienne. ★